La cohésion politique et le dynamisme économique dans le Sud de l'Italie.

Natalia Faraoni

Università degli Studi di Firenze

natalia.faraoni@sciences-po.fr

Working papers du Programme
Villes & Territoires

wppoleville@gmail.com
http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/

Résumé :

Dans ce petit essai, nous présenterons une interprétation de ce qui s'est produit dans le Sud de l'Italie pendant les dernières décennies, en portant notre attention sur les mécanismes territoriaux à l'œuvre, l'idée étant de montrer le rôle des variables institutionnelles dans l'évolution des différentes économies locales. Donc, ce travail a deux objectifs :

1) Montrer, à partir d'une reprise de la vaste littérature sur le Mezzogiorno appliquée à une analyse des données des recensements, qu'il y a eu différents chemins de croissance économique qui se sont développés en dépit d'un cadre commun de politiques publiques nationales et d'une image dominante du Sud;
2) Montrer le rôle des variables institutionnelles comme des variables indépendantes, à partir desquelles on peut esquisser une interprétation des différences territoriales. En particulier, nous ferons attention aux caractéristiques du contexte local et à ses transformations au fil des années; à la structure des relations politiques, notamment entre le centre et les périphéries. Pour atteindre notre objectif, nous utiliserons à la fois les résultats d'une analyse quantitative sur tous les systèmes locaux du Mezzogiorno et d'une recherche empirique sur quatre études de cas.

Pour citer ce document :

Faraoni, Natalia, (2009). "La cohésion politique et le dynamisme économique dans le Sud de l'Italie ", *Cahiers de recherche du Programme Villes & territoires*, 2009/2, Paris, Sciences Po

Pour une version électronique de ce document de travail et des autres numéros des *Working papers du Programme Villes & territoires*, voir le site web http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/

Abstract:

Readers wishing to cite this document are asked to use the following form of words:

Faraoni, Natalia, (2009). "La cohésion politique et le dynamisme économique dans le Sud de l'Italie ", *Cahiers de recherche du Programme Villes & territoires*, 2009/2, Paris, Sciences Po

Pour une version électronique de ce document de travail et des autres numéros des *Working papers du Programme Villes & territoires*, voir le site web http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/

1. Le « Mezzogiorno » et la « questione meridionale »[1]

À partir de la fin de la seconde guerre mondiale, les conditions économiques du Sud de l'Italie sont devenues une question nationale. Nous pouvons dire, en effet, avec l'historien italien Luciano Cafagna, que seulement après la naissance de la République a eu lieu la réelle unification des régions méridionales au reste de l'Italie[2], car c'est à ce moment-là que le marché économique est vraiment devenu national et que l'Etat centralisé a entamé une politique d'aménagement du territoire.

Au niveau symbolique et culturel, le retard économique du Sud de l'Italie était connu par les élites politiques depuis les enquêtes parlementaires des premières années 1900, qui décrivaient la situation difficile des paysans méridionaux. C'est juste à ce moment là que le débat sur le futur développement institutionnel de l'Italie s'imposa comme une discussion entre centralisation et fédéralisme[3], en accordant la priorité à la première.

Au lendemain de la création de la République, la politique économique de l'Etat centralisé a signifié pour le Sud de l'Italie la naissance de la « Cassa per il Mezzogiorno » (Caisse pour le Mezzogirno), c'est-à-dire l'organisme qui devait gérer l'« Intervento straordinario », une intervention supplémentaire pour combler le décalage avec les régions septentrionales. Son sponsor politique était le parti démocrate chrétien (la DC), qui venait de remporter sur le fil les élections en 1948 et voulait se renforcer, en promettant le travail, des revenus et le développement[4].

Cette intervention était influencée par des politiques déjà mises en oeuvre aux États-Unis, qui, dans le contexte de la guerre froide, exerçaient beaucoup de pressions sur le gouvernement italien anti-communiste en fonction à l'époque. Dans sa configuration initiale, la Caisse aurait dû avoir un caractère temporaire. Mais, par la suite elle a été renouvelée plusieurs fois, jusqu'en 1992. Ces prorogations successives ont évidemment modifié son esprit d'origine, en entraînant une superposition de différents objectifs, un manque de coordination et des effets souvent inattendus.

De toute façon, on peut identifier deux moments clés dans la philosophie de l'« Intervento straordinario » : un premier basé sur la reforme agraire (une redistribution des terrains, notamment de grandes propriétés terriennes non cultivables aux petits paysans locaux) et sur la construction des infrastructures principales dont le Mezzogiorno était vraiment dépourvu (par exemple de systèmes de distribution d'eau potable et d'électricité, d'écoles, d'hôpitaux, de routes, d' autoroutes, de chemins de fer, etc.); un deuxième, engagé à partir des années 1960, consacré au processus d'industrialisation s'est poursuivi par la construction des ASI (zones industrielles,

---

1 Je voudrais remercier Irène Mboumoua d'avoir patiemment révisé mon français.
2 Cafagna montre les modalités du dualisme entre le Nord et le Sud de l'Italie au moment de l'unification italienne, à la fin du XIXe siècle (Cafagna 1990, 1994). Ce dualisme était surtout socio-économique et il s'exprimait comme une séparation des mouvements commerciaux et migratoires. Au contraire, les parlementaires et les fonctionnaires avaient déjà une culture commune (ils écrivent et lisent en italien).
3 Les grands hommes politiques protagonistes de ce débat furent Gaetano Salvemini, Francesco Saverio Nitti, Giustino Fortunato.
4 Un anecdote raconte que le nom de cette politique, Cassa (caisse en français) avait été choisi pour sa consonance avec l'argent, le comptant, les espèces. Cela a bien marché pour la DC qui a été le parti qui a reçu le plus de votes dans les circonscriptions électorales du Sud, jusqu'à sa dissolution, en 1993.

équipées pour attirer les entreprises et vendues à un prix avantageux) et de dispositifs d'aide et de soutien aux entreprises et la délocalisation des entreprises publiques (notamment dans les secteurs lourds[5]).

Dans la pratique, les résultats de l'« Intervento straordinario » ont été controversés pour de nombreuses raisons, parmi lesquelles on peut rappeler les prorogations successives de ces politiques; l'instabilité politique au niveau national et local; l'incertitude des financements; la superposition des objectifs. Par ailleurs, il n'a pas agi de façon uniforme dans le Sud.

Mais, par rapport à cette complexité, on peut trouver un fil rouge, qui demeure en dépit de tous les changements : les décisions sont adoptées par le niveau central, sans aucune appréciation des caractéristiques territoriales, en sous-entendant l'idée que le Mezzogiorno n'a pas lui-même les moyens de se développer de manière autonome.

L'« Intervento straordinario » est la politique de développement économique la plus connue du Sud, mais, dans la « corniche » des financements publics, ce n'est pas la plus importante. Son poids sur les fonds publics à son niveau maximum n'a jamais dépassé 1%. En revanche, bien décisifs ont été les transferts ordinaires aux ménages et aux administrations locales, sur lesquels nous reviendrons plus tard. En général, après quarante ans de politiques publiques destinées au Mezzogiorno on observe que, à côté du PIB, l'écart avec le reste du pays n'a pas été comblé, bien que les revenus et les consommations aient bien augmenté, même s'ils sont encore inférieurs à la moyenne nationale.

Ce cadre à peine esquissé a qualifié l'action publique dans le Sud de l'Italie jusqu'aux années 1990, où de profondes transformations ont eu lieu, qui ont bouleversé les équilibres précédents, à l'échelle politique ou économique. Il s'agit d'événements connus, certains nationaux, d'autres européens et internationaux, qui ont concerné non seulement le Mezzogiorno, mais qui ont eu un impact spécifique.

Les années 1990 symbolisent pour l'Italie plusieurs évolutions. D'une part, elles voient l'ouverture d'enquêtes judiciaires sur la corruption des hommes politiques, des entrepreneurs et des fonctionnaires. D'autre part on assiste à la transformation du système des partis, à cause de la dissolution de la DC et du PSI, de la reforme du PCI, de la naissance de Forza Italia et de la Lega Nord. Au cours de ces années plusieurs attentats ont par ailleurs été perpétrés par la Mafia, au cours desquels les juges Giovanni Falcone et Andrea Borsellino ont été assassinés. La signature du traité de Maastricht est également une autre étape cruciale parce qu'elle remet au centre du débat l'enjeu de réduction de la dette publique, qui s'était accrûe depuis les années 1980 de façon insoutenable, sans être sérieusement prise en charge par le gouvernement (Trigilia 1995, Salvati 2000).

Par ailleurs, la politique de cohésion européenne change le rôle de l'intervention nationale dans la réduction des disparités régionales. En s'inscrivant dans la crise du domaine traditionnel de l'Etat, même en Italie, elle encourage l'introduction de reformes institutionnelles, notamment un processus de décentralisation qui tend à augmenter le pouvoir des gouvernements locaux, la simplification des procédures administratives et la réduction du personnel et de la bureaucratie.

5 Pour une reconstitution de l'histoire de l'« Intervento straordinario » et de la « Cassa per il Mezzogiorno » voir Cafiero 2000 et La Spina 2003.

Au Sud, la « Cassa per il Mezzogiorno » est abrogée et les transferts publics sont nettement réduits. La principale source de financements provient désormais des aides communautaires, qui remplacent presque entièrement les aides nationales. Les régions méridionales vivent ces transformations, à la fois profondes et rapides, comme un choc. Les données macro-économiques témoignent de leurs difficultés : au début des années 1990 l'écart entre le Nord et le Sud du pays augmente et le taux moyen de chômage du Sud excède les 20% et atteint les 30% en Calabre. Les fonds structurels européens pour les périodes 1988-1992 et 1993-1999 sont très mal utilisés. L'Italie n'arrive pas à dépenser les financements, à négocier avec les bureaux de Bruxelles, à intéresser les Régions (Fargion et al. 2006, Graziano 2004).

Pour comprendre les difficultés d'adaptation au nouveau modèle d'action publique, il faut considérer la multiplication des échelles institutionnelles impliquées et le changement de logique que les Etats, les régions et les gouvernements locaux doivent suivre pour obtenir les fonds communautaires. La logique européenne est profondément différente des relations traditionnelles entre le centre et la périphérie, en partant du principe qu'il faut gouverner par projet, respecter l'échéance du terme fixé, faire l'évaluation des politiques *ex-ante*, *in itinere* et *ex-post* (Bodo et Viesti 1997, Naldini et Wolleb 2001).

La situation change en 1998, où une nouvelle politique nationale, menée par le ministère de l'économie, se met en place pour assurer la gestion des dépenses liées aux fonds communautaires, dans une perspective de développement territorial et de production de biens collectifs (Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica 1998, Barca 2006). En même temps, beaucoup de travaux montrent que dans le Sud de l'Italie, juste après la fin de l'"Intervento straordinario", plusieurs systèmes territoriaux se sont révélés dynamiques et capables de produire travail et richesses de manière autonome, en comptant sur les ressources locales (Baculo 1994, De Vivo 1997, Meldolesi 1996, Mutti 1994, Viesti 2000a et 2000b). Même diverses villes du Sud semblent vivre un « nouveau printemps », grâce au rôle d'impulsion des maires directement élus et donc très légitimés au niveau local, qui mettent en oeuvre des politiques de renouvellement urbain. Pendant ces années-là, on parle du "parti des maires", et plusieurs d'entre eux gouvernent les villes méridionales (Vandelli 1997, Catanzaro et al. 2002, Musi 2004).

À l'heure actuelle, la situation du Sud apparaît assez contradictoire, sûrement complexe. Le Mezzogiorno est peu présent dans le débat public. La situation économique est difficile et la politique est absente. Parmi les experts et les spécialistes, il n'y a pas une vision partagée des politiques de développement, même si ce débat n'est pas très connu. Le conflit d'idées sur le futur du Sud est souvent présenté, en fait, comme le choix alternatif entre le développement par le haut ou par le bas. D'un côté, il y aurait les nostalgiques de l'intervention centralisée de l'Etat et de l'autre les défenseurs du localisme. La réalité semble bien plus complexe et de telles simplifications constituent un faux problème, alors qu'environ 120 milliards d'euro vont être distribués par l'Union Européenne, dont personne ne connaît encore la destination. Peut-être qu'on n'a pas assez réfléchi sur ce que s'est passé dans le Sud de l'Italie jusqu'aux années 1990. Certainement aujourd'hui on observe une contradiction entre le dynamisme de certaines régions méridionales et le retard économique d'autres, par rapport à un cadre commun de politiques publiques.

Dans ce petit essai, nous présenterons une interprétation de ce qui s'est produit dans le Sud de l'Italie pendant les dernières décennies, en portant notre attention sur les mécanismes territoriaux à l'œuvre, l'idée étant de montrer le rôle des variables institutionnelles dans l'évolution des différentes économies locales.

Donc, ce travail a deux objectifs :

1) montrer, à partir d'une reprise de la vaste littérature sur le Mezzogiorno appliquée à une analyse des données des recensements, qu'il y a eu différents chemins de croissance économique qui se sont développés en dépit d'un cadre commun de politiques publiques nationales[6] et d'une image dominante du Sud[7];

2) montrer le rôle des variables institutionnelles comme des variables indépendantes, à partir desquelles on peut esquisser une interprétation des différences territoriales. En particulier, nous ferons attention aux caractéristiques du contexte local et à ses transformations au fil des années; à la structure des relations politiques, notamment entre le centre et les périphéries. Pour atteindre notre objectif, nous utiliserons à la fois les résultats d'une analyse quantitative sur tous les systèmes locaux[8] du Mezzogiorno et d'une recherche empirique sur quatre études de cas.

2. Les chemins de développement économique local dans le "Mezzogiorno"

Le Sud de l'Italie fait l'objet de nombreux travaux qui ont étudié la prétendue "question méridionale" sous plusieurs angles de vue et aux différents niveaux, économique, social, politique et enfin anthropologique. Excepté les recherches au niveau micro, qui par leur nature se consacrent aux situations locales en aspirant rarement à la généralisation des résultats, nous pouvons constater que dans la plus grande partie de la littérature sur le Sud de l'Italie une approche macro l'emporte. Cette démarche a le mérite d'étendre la connaissance des mécanismes généraux par lesquels l'économie, la politique et la société ont marché dans le Sud, ce qui est aussi sa faiblesse, car elle implique une simplification excessive qui ne considère pas les systèmes de régulation au niveau local, en général, ni la complexité des relations socio-économiques. Mais la limite majeure de cette démarche est de décrire le Mezzogiorno à partir du modèle de développement du Nord de l'Italie, en identifiant les échecs, sans chercher à saisir l'originalité des « sentiers » locaux.

Compte tenu de ces caractéristiques, nous pouvons réfléchir sur le modèle idéal typique du Mezzogiorno, qui ressort de ces travaux.

Au niveau économique, l'image générale est celle d'une région où le chômage est élevé, l'industrie sous-développée et l'infrastructure sous dotée. Le processus de modernisation s'est produit comme un passage d'une société traditionnelle rurale à une société tertiaire, basée sur des services consacrés au marché local[9]. L'usine fordiste s'est peu diffusée et là où elle s'est développée c'est sous la forme de la grande industrie publique des secteurs pétrolochimiques et métallurgiques, qui ont bien rarement eu des effets positifs durables, à la fois pour

---

6 L' « intervento straordinario » et les transferts aux administrations locales.
7 Celle d'un Mezzogiorno sous-développé, caractérisé par un modèle de société traditionnelle et frappé par la criminalité, le paternalisme et le clientélisme. Voir les travaux du premier courant des théories de la modernisation. Pour une reconstruction théorique voir Trigilia 2002 et Martinelli 1998.
8 Notre unité d'analyse sera le Sistema locale del lavoro (SLL). Les SLL ont été élaborés par l'Istat selon les résultats du dernier recensement de la population. Ils sont calculés sur la base des déplacements des résidents : domicile/ travail, domicile/ université ou domicile/ école. Ils sont établis par des Communes et nommés par la Commune qui constitue le centre de ces déplacements de la population (Istat 1997). Le système local représente un marché du travail local, au-delà des limites administratives, ce qui est son mérite majeur. Malheureusement le SLL est un outil très récent, comme l'intérêt pour l'analyse territoriale quantitative, et donc il est vraiment difficile de trouver des données à ce niveau.
9 En ce sens, plusieurs recherches montrent ce processus de « tertiarisation sans industrialisation » (Catanzaro 1989).

l'emploi et pour la production locale. L'économie de ce modèle n'arrive pas à produire de richesses de manière autonome et donc dépend surtout des aides publiques, qui peuvent prendre plusieurs formes, plus ou moins régulières et légitimes. Parmi les aides aux ménages, on trouve les transferts publics de revenus de l'Etat, notamment les retraites, les prestations de chômage, les aides sociales. Il y a en outre les interventions du gouvernement local comme par exemple la création de logement social, mais aussi la gestion de l'emploi public dans les structures des administrations publiques. Parmi les aides aux entreprises on trouve les financements directs et indirects, les politiques de “Intervento straordinario”, mais aussi les autorisations données pour ouvrir une activité ou pour construire. Par rapport à ces interventions les administrations ont de toute évidence un pouvoir discrétionnaire, qu'elles peuvent exercer en sauvegardant (ou pas) l'intérêt général.

Il faut souligner que cet idéal-type peut théoriquement se révéler dynamique par rapport à l'emploi et aux revenus des ménages. Cela semble être ce qui s’est produit dans le Sud, comme le constate le principal centre italien d'étude sur le Mezzogiorno, le Svimez, en analysant les budgets des « Regioni » italiennes dès la fin des années 1970 jusqu'à la fin des années 1990 :

“Nel corso degli anni '80 si è accentuato il grado di «dipendenza» dell'economia meridionale dal flusso di risorse provenienti dal resto del Paese e in particolare dai trasferimenti pubblici [...]. Nel corso del decennio si è assistito, inoltre, ad un passaggio da un'azione pubblica più direttamente rivolta al sostegno dell'economia ad una funzione di sostegno dei redditi delle famiglie meridionali” (Svimez 2000, pp.27-28)

Ce système marche tant que le secteur public joue un « puissant rôle d'amortisseur en faveur des territoires les plus vulnérables » (Davezies 2008, p.66). Mais il est conditionné par au moins deux facteurs : (a) une politique nationale consacrée à la redistribution de la richesse des territoires les plus riches vers les plus pauvres; (b) une croissance de la dépense publique proportionnelle à celle du PIB. On verra qu'aucune de ces deux logiques ne s'est produite en Italie, à partir des années 1990.

En supposant vouloir suivre les traces laissées par le modèle ci-dessus sur la base économique locale[10], on devrait trouver aujourd'hui une majorité d'activités peu exposées à la concurrence, comme par exemple l'emploi dans l'administration publique et le tertiaire traditionnel. Nous appellerons cet idéal-type le « Mezzogiorno dépendant », pour indiquer la dépendance de son économie aux décisions politiques.

Bien qu'elle soit moins connue et moins répandue, une autre image du Sud de l'Italie est dépeinte dans les travaux qui se développent en particulier à partir des années 1970 autour des chercheurs du Censis[11]. Ils s'inspirent des études sur la Troisième Italie et regardent les territoires méridionaux en cherchant à saisir leurs ressources locales. En effet, le débat sur le développement local semble aussi concerner le Mezzogiorno, mais il

10 Évidemment, notre raisonnement est conditionné par la disponibilité des données territoriales. Il serait en effet très intéressant de faire une analyse des revenus publics et privés, mais pour le cas italien les données ne sont pas disponibles à l'échelle territoriale et, plus important, ils ne sont pas différenciés par rapport à leur origine. Donc, nous avons utilisé les données du Censimento dell'Industria e dei servizi de l’ISTAT, qui recensent tous les emplois publics et privés de l'économie formelle.

11 Le Censis (centro studi investimenti sociali) est un centre d'études socio-économique fondé en 1964. Son âme a été Giuseppe De Rita.

reçoit une attention moindre, à cause peut-être de la faible diffusion des districts industriels par rapport aux régions du NEC et d'une idée dominante du développement du Sud stimulée par l'« Intervento straordinario ».

Pendant les années 1990 l'intérêt pour la dimension locale et territoriale[12] grandit et en concomitance avec la suppression de la « Cassa per il Mezzogiorno », plusieurs économistes et sociologues consacrent leurs recherches aux nouveaux phénomènes de dynamisme économique[13]. Il s'agit notamment d'études de cas, qui approfondissent la connaissance qualitative des contextes locaux par rapport aux variables économiques et sociales (Baculo 1994, De Vivo 1997, Meldolesi 1996, Mutti 1994, Viesti 2000a et 2000b).

Pour ce qui concerne les caractéristiques du dynamisme, on peut isoler divers chemins.

Le premier et le plus étudié est le « Mezzogiorno des districts industriels ». Gianfranco Viesti en fait une description approfondie, par le biais d'une analyse des conditions de leur décollage (2000b). Il en ressort un cadre mixte, où les causes d'un succès souvent inattendu sont originales et surtout indéchiffrables si on regarde seulement les facteurs productifs. Les districts méridionaux sont spécialisés dans les secteurs du « Made in Italy » et leurs profits sont principalement tirés des exportations.

À côté de ces derniers, il y a diverses entreprises moyennes, nationales et internationales, qui ont implanté des établissements après les années 1980 (industrie de l'automobile, de la mécanique et alimentaire), en s'appuyant sur des petites entreprises locales.

Encore très répandue est la diffusion de l'économie informelle, souvent basée sur le travail caché et nourrie par les industries régulières. Les recherches socio-économiques s'intéressent de plus en plus à l'économie informelle et à son rapport ambivalent avec les activités formelles (Bagnasco 1986, Portes 1994). L'Istat estime que l'emploi souterrain en 2004 a dépassé les 22% : cela témoigne de l'importance du climat de confiance et de la diffusion des connaissances et savoir-faire, mais aussi de la présence de travaux pénibles et mal payés (Trigilia 2002).

Un autre secteur économique qui semble très dynamique est celui du tourisme. Il est concentré dans certaines régions, notamment côtières. Souvent il s'accompagne aussi de la présence d'une agriculture spécialisée dans les produits alimentaires régionaux.

En nous basant sur ces indications tirées des travaux sur le dynamisme du Sud de l'Italie, nous chercherons une base économique caractérisée par l'industrie manufacturière et ses activités connexes[14] et par le tourisme. Cette partie du Mezzogiorno semble capable de produire de la richesse au niveau local et surtout dans le secteur privé, et donc d'être plus « autonome » des ressources gérées par la politique, par rapport aux systèmes du « Mezzogiorno dépendant». Nous l'appellerons donc « Mezzogiorno autonome ».

---

12 Voir Perulli 1993, Veltz 1996.

13 Le dynamisme économique est défini comme une croissance à la fois de la richesse et de l'emploi, produite à l'échelle locale. Une analyse de l'emploi et du PIB montre pour l'Italie une corrélation positive entre les deux variables.

14 Nous nous référons aux services productifs. Beaucoup de recherches ont déjà montré le lien entre les activités manufacturières des PME et les services productifs locaux. À propos du cas italien, voir Bagnasco et Trigilia 1992. Récemment, certains travaux ont relevé que les systèmes locaux les plus dynamiques sont ceux où les services productifs ont augmenté davantage (OECD 2001; Anyadiek-Danes e Hart, 2006).

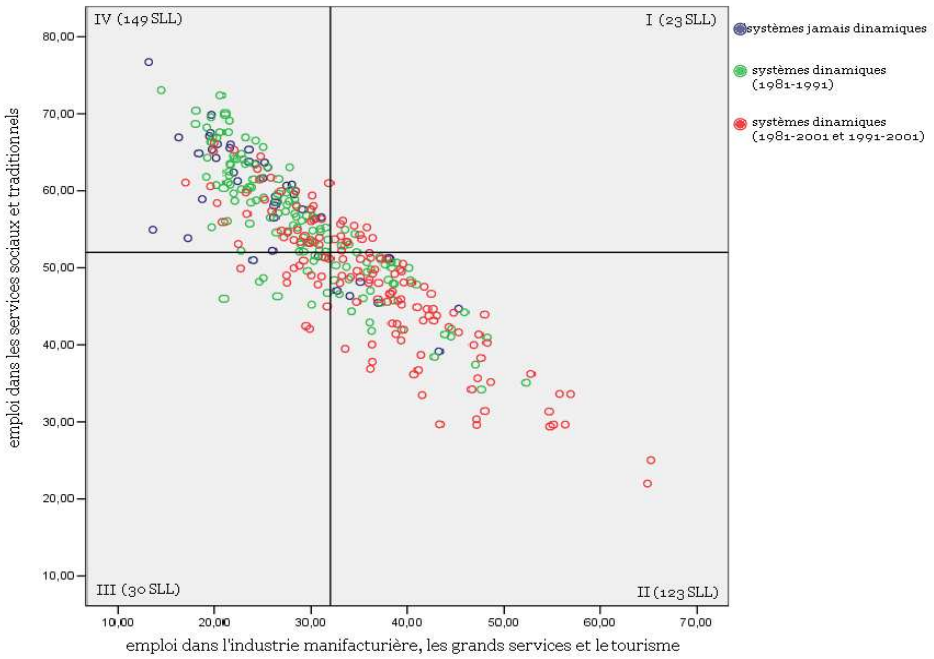
Pour conclure, l'interprétation de la vaste littérature sur le Mezzogiorno décrite ci-dessus nous a permis d'identifier deux idéaux types, le « Mezzogiorno dépendant » et le « Mezzogiorno autonome », chacun défini par les secteurs économiques prédominants dans la création d'emploi.

3. Le « Mezzogiorno dépendant » et le « Mezzogiorno autonome »

Nous allons maintenant présenter une analyse quantitative des systèmes locaux du Sud visant à localiser les deux idéaux-types et à brosser les caractéristiques de leur base économique, en faisant principalement référence à l'emploi, privé ou public, de production (industries et grands services) ou de services (services sociaux et traditionnels).

Si on construit deux variables, la première relative à l'emploi dans les secteurs « autonomes » et la seconde relative à l'emploi dans les secteurs « dépendants »[15], on peut identifier les différentes combinaisons caractérisant chaque système local et analyser leur relation avec le dynamisme local à partir des années 1980.

Figure 1. Emploi dans les secteurs "autonomes" et dans les secteurs "dépendants" par rapport à la moyenne du Sud (2001)



15 À partir du recensement de l'Industrie et des Services, on peut calculer le taux d'emploi au niveau du système local dans les secteurs dépendants (services traditionnels - où ceux pour vendre l'emportent – et services sociaux - où se concentre l'emploi public) et les secteurs autonomes (industrie manufacturière, services aux entreprises et tourisme).

La figure 1 illustre le résultat de cette analyse, qui peut être résumé de la façon suivante : (a) on trouve dans le Mezzogiorno les deux idéaux-types, c'est-à-dire les systèmes dépendants - avec une base économique fondée sur le secteur des services publics et traditionnels - et les systèmes autonomes – avec une base économique fondée sur l'industrie manufacturière, les services aux entreprises et le tourisme; (b) ils représentent deux bases économiques alternatives, ce qui est graphiquement représenté par la corrélation inverse de deux variables; (c) l'idéal type du « Mezzogiorno autonome» est celui qui a connu la croissance[16] la plus significative, surtout après la fin de l'« Intervento straordinario » et la réduction des dépenses publiques[17], pendant les années 1990, comme la présence importante de systèmes locaux de couleur rouge dans le quadrant II le montre. En outre, les groupes dans les quadrants II et IV incluent la plupart des systèmes locaux méridionaux (272 sur 325).

Il y a deux autres groupes qui présentent des caractéristiques mixtes, que nous avons préféré maintenir séparés, car ils ont une sociologie et une économie spécifique, qu'il peut être intéressant d'analyser. Dans le quadrant I on trouve des systèmes locaux dont la structure de l'emploi est caractéristique à la fois des secteurs dépendants et autonomes. Mais l'élément le plus intéressant c'est que ce sont les systèmes locaux les plus grands et les plus peuplés qui se développent autour des villes moyennes, chef-lieu de « Provincia » et « Regione », comme par exemple Naples, Salerno, Cagliari, etc. C'est pourquoi nous l'appellerons « Mezzogiorno urbain ». Enfin, le dernier groupe, dans le quadrant III, est vraiment résiduel (seulement 30 systèmes locaux). Il s'agit des systèmes locaux les plus petits et leur base économique apparaît très faible au premier regard. Nous l'appellerons donc « Mezzogiorno faible ».

Tableau 1: Statistiques descriptives

	nombre systèmes locaux	**population résidante 2005**	**emploi 2001**
Mezzogiorno dépendant	149	6.598.355	1.757.039
	(45,8%)	*(31,8%)*	*(30,6%)*
Mezzogiorno autonome	123	6.248.665	1.906.233
	(37,9%)	*(30,2%)*	*(33,2%)*
Mezzogiorno urbain	23	6.788.174	1.819.680
	(7,1%)	*(32,8%)*	*(32,8%)*
Mezzogiorno faible	30	1.079.168	262.224
	(9,2%)	*(5,2%)*	*(4,5%)*

Sources: Istat, Atlante dei Comuni

Après avoir identifié les quatre groupes de systèmes locaux méridionaux, il est possible de mieux en préciser les caractéristiques démographiques et économiques et leur localisation dans le Sud grâce à des indicateurs disponibles au niveau territorial.

16 On rappelle que *croissance* et *dynamisme* sont utilisés comme synonymes et ils concernent l'augmentation de l'emploi, supérieure à la moyenne du Mezzogiorno.
17 Où, on l'a dit, par rapport à la moyenne des principales variables macro-économiques, c'est la débâcle pour le Mezzogiorno. Voir les rapports du Svimez (www.svimez.it) et du DPS (www.dps.mef.gov.it) des premières années du 1990.

Mais tout d'abord faisons une comparaison générale entre les grandes régions géographiques italiennes et le Mezzogiorno *dépendant* et *autonome* (figures 2 et 3). Il est intéressant de noter que si on considère de façon agrégée le Centre-Nord *versus* le Mezzogiorno, l'image du Sud qui l'emporte est celle d'une dépendance aux ressources politiques, où l'emploi est soutenu par les services publics et traditionnels. En revanche, si on utilise les données territoriales, il ressort dans le Sud de l'Italie au moins deux chemins alternatifs, entre lesquels les systèmes autonomes ont un profil similaire à celui des systèmes du Centre-Nord, basé sur les secteurs privés de l'industrie manufacturière, des services aux entreprises et au consommateur, comme la comparaison entre les figures 2 et 3 le montre.

Quant à la localisation géographique, les figures 4 et 5 mettent en évidence que les systèmes locaux dépendants sont concentrés dans la Sicile et la Calabre. Il importe de noter d'abord que les deux premières sont des « Regioni a statuto speciale», c'est-à-dire qu'elles jouissent d'un régime spécial et de plus de transferts publics. Ensuite, la Sicile et la Calabre sont connues comme les régions italiennes les plus frappées par les organisations criminelles comme la Mafia et la 'Ndrangheta. La situation de la Campania, où la Camorra a ses racines, apparaît plus contradictoire, car elle comporte plusieurs systèmes à la fois dépendants et autonomes.

En général, ces derniers se trouvent notamment sur le versant de la mer adriatique et ils concernent les régions en *phasing-out* ou déjà extérieures à l'ancien objectif 1 des fonds structurels européens (le Molise, la Basilicata et les Abruzzes). Comme l'illustre la figure 5, les « systèmes urbains » sont les plus grands et sont regroupés dans la Campania, la Pouille, la Sicilie et la Sardaigne, autour des villes chef-lieu de Provincia, alors que les « systèmes faibles » sont très petits et plus disséminés.

Le tableau 2 illustre les valeurs moyennes de plusieurs variables démographiques et socio-économiques. Sur le premier point, les quatre groupes diffèrent en structure. Plus exactement, bien que les systèmes dépendants et autonomes montrent une population similaire par rapport à la moyenne, les seconds ont une configuration plus polycentrique, parce qu'ils ont une densité plus importante et incluent un nombre majeur de communes.

Figure 2: La structure de l'emploi . Italie, Centre-Nord et Mezzogiorno. 2001

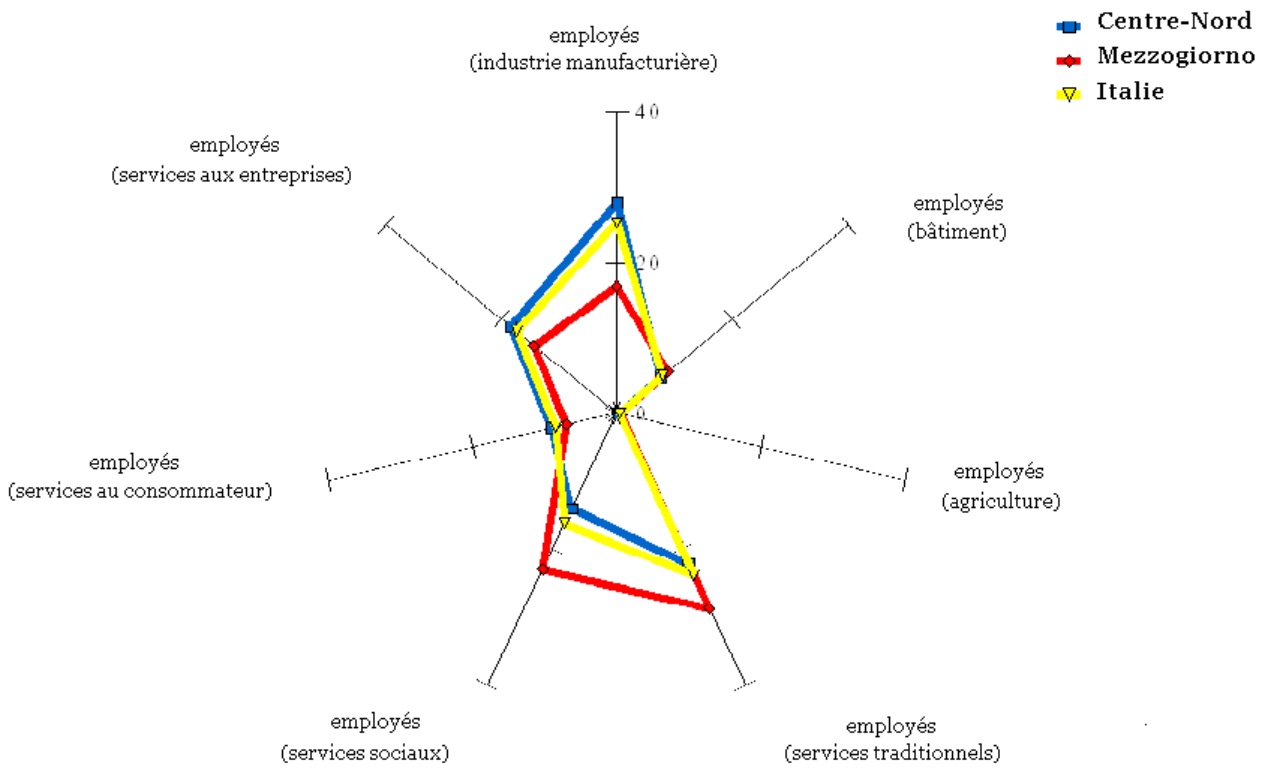


Figure 3 : La structure de l'emploi. Centre-Nord, Mezzogiorno, Mezzogiorno dépendant, Mezzogiorno autonome. 2001

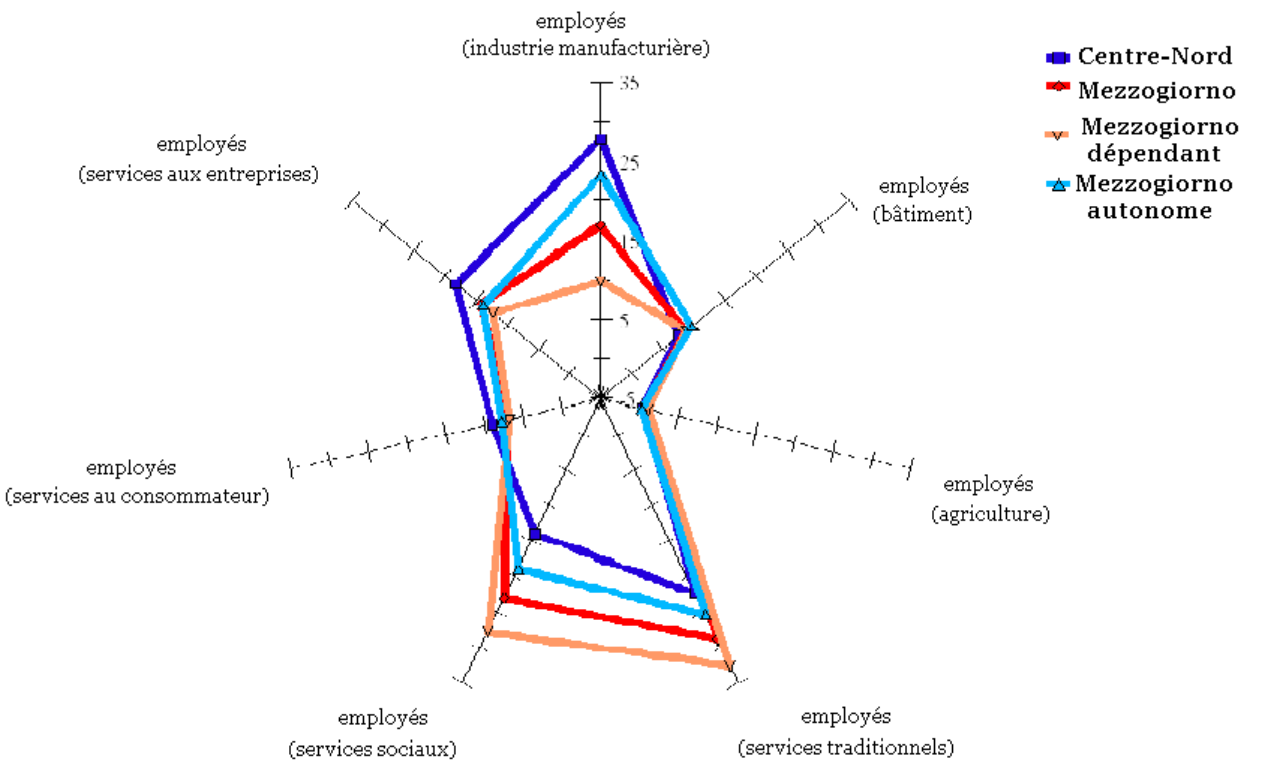


Figure 4 : Mezzogiorno autonome et Mezzogiorno dépendant

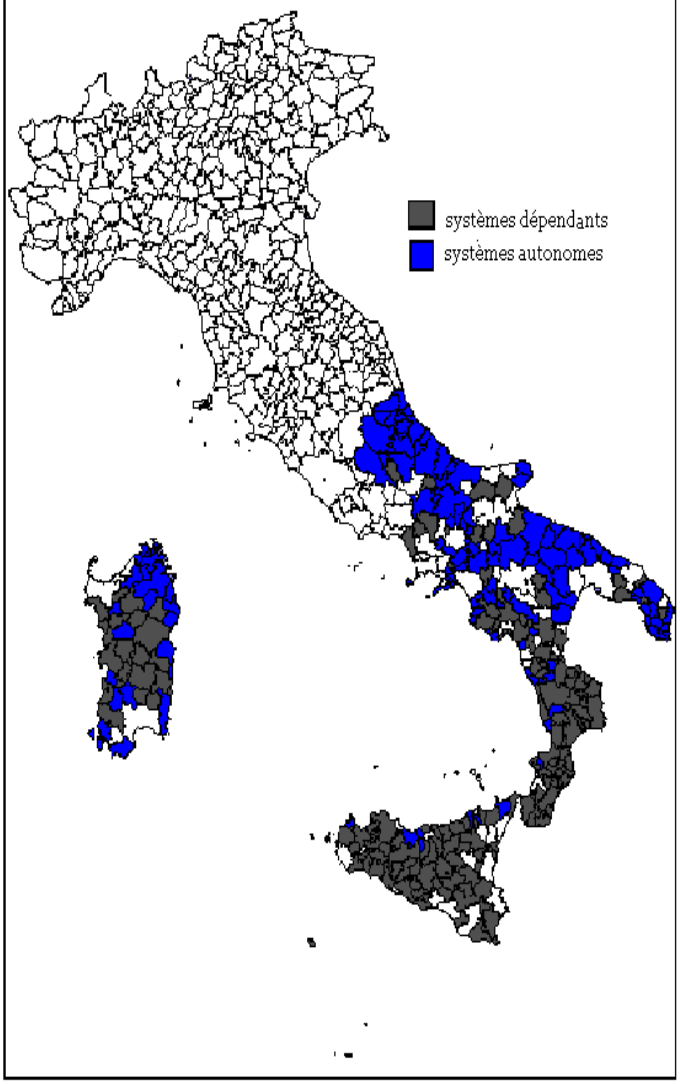
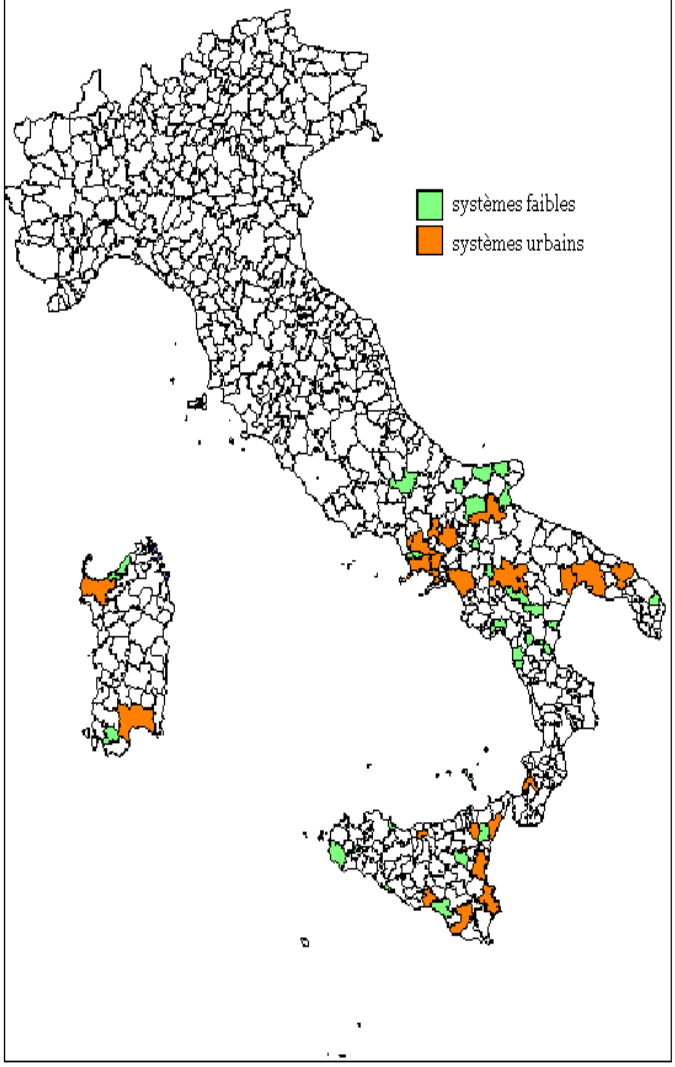


Figure 5 : Mezzogiorno urbain et Mezzogiorno faible



Compte tenu du fait qu'un système local constitue un ensemble de communes gravitant autour d'une commune centrale qui est le centre où la plupart des habitants étudient et travaillent, le « Mezzogiorno autonome » a donc une plus grande capacité d'attraction.

Tableau 2: Valeurs moyennes de tous les groupes

	Mezzogiorno dépendant	**Mezzogiorno autonome**	**Mezzogiorno urbain**	**Mezzogiorno faible**
variables démographiques				
population résidante, 2005	44.284,3	50.802,2	295.138,0	35.972,3
population dans la commune centrale, 2005	24.114,0	21.190,9	123.294,7	17.047,8
poids démographique de la commune centrale	48,8	46,0	45,4	47,5
nombre de communes du système local	6,8	8,2	15,9	5,5
Km2	364,1	363,1	667,6	286,3
densité de la population, 2005	128,0	208,7	609,5	157,7
variation de la population, 2001-2005	99,9	100,0	100,3	99,6
nombre des communes peu urbanisées	4,9	4,9	4,2	3,8
nombre des communes moyennement urbanisées	1,8	2,7	6,2	1,0
nombre des communes très urbanisées	0,2	0,5	5,5	0,7
instruction (2001)				
taux de résidants avec « diploma » et « laurea »	24,9	26,3	29,1	23,9
taux d'analphabètes	4,2	3,4	2,8	4,5
taux de criminalité violente (2003)	12,8	11,1	56,6	8,8
variables économiques				
taux de chômage 2005	14,1	11,6	14,8	14,5
dynamisme 1991-2001	91,3	103,7	101,2	97,4
dynamisme 1981-1991	108,8	118,5	107,8	109,2
taux d'emploi 2001	27,7	43,6	38,6	33,3
taux d'emploi 1991	27,2	39,9	36,3	31,6
% emploi public	31,2	19,2	24,6	23,1
% emploi autonome dans le secteur agricole 1971	41,1	56,3	40,1	44,9
% emploi autonome dans les secteurs privés 2001	25,6	28,2	23,5	28,1

Sources: Istat, Atlante dei Comuni

Quant à la croissance de l'emploi, les « systèmes autonomes » ont le taux d'activité le plus élevé, le taux de chômage le plus bas, et le dynamisme le plus important, en particulier après les années 1990, où les autres systèmes perdent beaucoup de points. Parmi eux, ceux dont la performance est la plus médiocre sont les « systèmes dépendants ». Tel qu'annoncé plus haut, les difficultés de ces territoires s'aggravent à partir de 1991, mais il faut rappeler que la croissance du dynamisme du « Mezzogiorno dépendant » dans la période 1981-1991 est spécialement attribuable à l'emploi public.

Un contrôle des données en 1971 et 1981 confirme cette affirmation. Nous pouvons donc soutenir que la débâcle a été observée après la fin de l'« Intervento straordinario », mais surtout après la réduction drastique des transferts publics. Le Sud qui a souffert davantage est donc celui qui était le plus *dépendant* et le moins capable d'utiliser ses ressources endogènes. Malgré cela, encore en 2001 l'administration publique comptait 31,2% des travailleurs, alors que les systèmes autonomes du Sud avaient un taux proche de celui mesuré en Italie. La raison essentielle de leur force n'est donc pas liée à la seule présence de l'industrie privée, mais plutôt à la combinaison d'activités hétérogènes[18].

Encore quelques mots sur le Sud autonome. Une analyse détaillée des spécialisations productives[19] révèle clairement deux chemins prédominants dans ces systèmes, l'un manufacturier, où les secteurs les plus présents sont le textile, l'habillement, la chaussure, le mobilier et l'alimentaire, l'autre touristique. Ce dernier est moins répandu, car les systèmes ne sont plus qu'une vingtaine, mais ils sont très spécialisés dans les services au consommateur.

Parmi les systèmes manufacturiers, on reconnaît le « Mezzogiorno des districts industriels », que Gianfranco Viesti a bien décrit. Leur profil est hétérogène, mais on observe souvent que la spécialisation manufacturière se joint à celle des services aux entreprises. En regardant le nombre d'emplois des entreprises, il est possible de retrouver aussi des *clusters* de petites sociétés à côté d'un établissement de moyenne dimension. En plus, en considérant les changements connus pendant la décennie 1991-2001, les systèmes à la fois autonomes et dépendants renforcent leur spécialisation. Dans le premier cas, cela signifie une croissance de l'emploi, alors que dans le second cas, cela correspond à sa réduction.

Les valeurs des variables économiques du Mezzogiorno urbain sont plus controversées. En effet, le taux d'emploi est comparable aux systèmes autonomes, mais le chômage et le taux de criminalité violente y sont plus élevés et la croissance y est plus difficile pendant la période 1991-2001. Il semble que ce groupe conserve les caractéristiques de dépendance et d'autonomie, qui s'expliquent notamment par la présence de la ville moyenne chef-lieu de la « Provincia » (et/ou de la « Regione »). Elle garde les principales

18 Bien entendu, il ne s'agit pas de condamner l'emploi public et d'exalter l'emploi privé. Il s'agit au contraire d'analyser les différentes combinaisons possibles entre public et privé. Dans les systèmes qu'on a appelés autonomes, le secteur public est bien présent, mais son poids en pourcentage est comparable à la moyenne nationale.
19 Grâce à une « *clusters analysis* ».

fonctions administratives et politiques, attirant plus de personnes jeunes et instruites, mais elle subit davantage les pressions démographiques, qui induisent plus de fragmentation et augmentent la complexité de l'action publique.

Les systèmes faibles se caractérisent par de petites dimensions démographiques, la perte de population et des difficultés d'emploi des années 1990, qui suggèrent surtout l'absence d'une spécialisation, à savoir la présence d'une économie orientée seulement par rapport à la demande locale. Ils sont donc similaires aux systèmes dépendants par rapport au dynamisme, mais ils présentent un profil plus "rural" et une condition plus isolée.

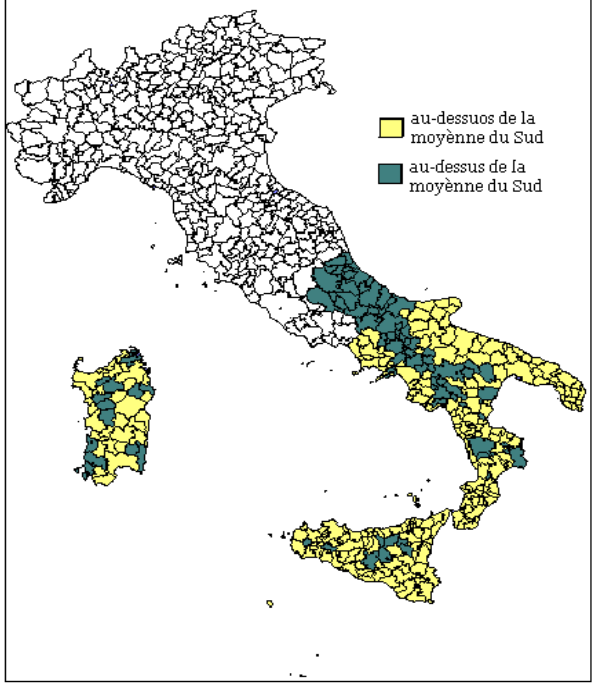
En dernier lieu, deux variables sont présentées dans le tableau 2 : le taux d'emploi autonome dans le secteur agricole en 1971 et le taux d'emploi autonome dans tous les secteurs en 2001. Il s'agit, d'une part, d'un indicateur des rapports de production dans l'agriculture avant l'industrialisation[20] et, d'autre part d'une trace de la présence d'« entrepreneurialité » au début du XXI siècle. Nous faisons référence ici aux travaux sur la « Troisième Italie », où on identifie parmi les facteurs cruciaux de développement des districts l'existence du métayage et de la petite propriété paysanne (Bagnasco et Trigilia 1993). La vision agrégée du Sud a contribué à le caractériser par la présence d'une grande propriété terrienne et d'une main d'oeuvre agricole salariée. Ainsi, les sociologues et les politistes se sont servis des facteurs institutionnels qui clarifient le succès du Centre et du Nord-Est pour expliquer l'absence de conditions favorables dans le Mezzogiorno. Cela semble raisonnable par rapport à certaines régions, mais moins acceptable si on en regarde d'autres.

La comparaison entre les deux variables met en évidence leur relation positive et, en particulier, c'est dans les systèmes autonomes, où se localisent plusieurs districts industriels, qu'on retrouve davantage la présence d'emploi autonome dans le secteur agricole. La figure 6 montre la localisation des activités autonomes dans l'agriculture en 1971. Sa correspondance avec les systèmes autonomes est frappante[21].

En résumé, l'analyse des données territoriales sur l'emploi, menée par le biais des indications tirées de nombreux travaux sur le Sud de l'Italie, a montré l'existence d'au moins quatre sentiers de développement. Les deux premiers, le « Mezzogiorno dépendant » et le « Mezzogiorno autonome » sont ceux référencés par la littérature et que nous avons étudiés en regardant leurs bases économiques. Les systèmes dépendants ont une structure de l'emploi fondée sur le secteur public et les services traditionnels, ce qui les rend subordonnés aux décisions politiques. Les systèmes autonomes ont suivi des chemins différents, souvent mélangés, qui visent à la valorisation de leurs ressources locales. Après la réduction des transferts publics et la fin de l'« Intervento straordinario », cette autonomie a atténué la réduction d'emplois et de revenus que ce dispositif avait générée.

20 En effet, à la fin des années 1960 le secteur agraire était encore très répandu dans le Mezzogiorno.
21 Voir la figure 4.

Figure 6 : Emploi autonome dans le secteur agricole. 1971



Le « Mezzogiorno urbain » montre un profil singulier. Il illustre le rôle controversé des villes moyennes méridionales, qui absorbent beaucoup de population, où se concentrent les fonctions administratives et les grands services, mais qui sont aussi des arènes très complexes, conflictuelles et fragmentées. Les systèmes urbains sont plus dynamiques que les systèmes dépendants, mais moins que les autonomes. À cela s'ajoute la présence d'associations criminelles, qui contrôlent de grandes ressources matérielles et symboliques et sont souvent liées à l'action politique (Fantozzi 1993, Catanzaro 1988, Lupo 1993, Arlacchi 1983). Enfin, les systèmes faibles se caractérisent par leur marginalité économique, où aucune spécialisation n'est visible, si ce n'est celle de la production des biens et services orientés vers le marché local.

Nous avons décrit l'aspect économique des régions méridionales en nous basant sur une analyse territoriale qui a permis d'en découvrir une autre facette plus articulée que celle du Mezzogiorno agrégé par rapport au Centre – Nord de l'Italie. Le constat général des difficultés économiques du Sud est valable, mais il s'atténue par rapport au Mezzogiorno autonome.

Mais ce qu'il importe de souligner, c'est l'inadéquation d'une interprétation qui regarde seulement les variables économiques.

Ce qui est arrivé dans le Sud résulte de l'effet du processus de modernisation engagé après la seconde guerre mondiale et des politiques nationales d'aménagement du territoire et de redistribution de la richesse, qui ont interagi avec les sociétés locales, en produisant des conséquences différentes et souvent

inattendues. En particulier, le rôle de la politique semble crucial pour comprendre évidemment les changements survenus dans le «Mezzogiorno dépendant» (et dans le «Mezzogiorno urbain» aussi). Par contraste, les systèmes autonomes ont également fait l'objet d'une intervention de l'Etat, mais ils présentent aujourd'hui un profil divers, où l'emploi à l'échelle locale est davantage privé, bien qu'il résulte de différentes vocations productives. Cela nous conduit donc à concentrer notre attention sur les variables institutionnelles.

4. Cohésion sociale et cohésion politique: le rôle des variables institutionnelles

Comment pouvons nous expliquer les différences de dynamisme au niveau territorial ? Si l'image du Sud *dépendant,* bien décrite dans la plupart des études consacrées à cette question, était prédominante, nous aurions dû nous attendre à une crise généralisée. Au contraire, elle ne s'est pas uniformément produite et le Sud dynamique montre aujourd'hui un profil similaire aux régions du Centre-Nord, en engendrant de la richesse au niveau local grâce à une combinaison d'activités productives privées et de services.

Malgré leur incapacité à prendre en compte les différences entre les territoires, les travaux sur la « questione meridionale » restent des études de référence pour envisager les mécanismes de fonctionnement de l'action publique dans les contextes dépendants, surtout les démarches centrées sur les variables sociales et politiques. En effet, on peut partir de ces travaux pour tenter de répondre à la question ci-dessus, en particulier chercher à identifier (a) quels ont été les acteurs centraux; (b) quelles relations il y avait entre eux, à l'échelle locale et entre le centre et les périphéries et (c) quel objectif et quels intérêts ils ont poursuivi.

Les travaux les plus emblématiques restent ceux sur le clientélisme, auquel beaucoup de chercheurs même étrangers se sont intéressés[22].

Le clientélisme est défini à partir du concept sociologique de particularisme appliqué aux relations politiques. Jeremy Boissevain, un pionnier de cette approche, le définit de manière suivante : « *the complex of relations between those who use their influence, social position, or some other attribute to assist and protect others, and those whom they so help and protect* » (1966, p. 18). Il se réfère à une relation hiérarchique, typique d'un contexte traditionnel, où on change la protection par la fidélité et le consensus.

22 Les travaux sur le clientélisme sont très nombreux. Parmi les italiens Cf. : Graziano 1974 et 1984, Caciagli 1977, Gribaudi 1980, Catanzaro 1989, Fantozzi 1993 et 1997. Parmi les étrangers Cf. : Tarrow 1967 et 1977, Boissevain 1974, Eisenstadt et Lemarchand 1981.

D'autres travaux se sont concentrés sur l'évolution de cette idée dans le cadre de la société moderne, en concevant le modèle du « clientélisme de la bureaucratie » et du « clientélisme des partis politiques » (Tarrow 1977, Graziano 1984). Dans ce cas, les relations clientélistes ont envahi les administrations publiques et les ressources utilisées ont été de moins en moins personnelles et de plus en plus institutionnalisées. Selon ces travaux, le clientélisme rejette les effets négatifs sur le contexte, car il empêche d'utiliser les ressources publiques pour le bien commun. Il pousse plutôt les hommes politiques qui gèrent de telles ressources à déployer toutes leurs forces pour les rechercher et les garder, avec l'objectif de renforcer leur pouvoir.

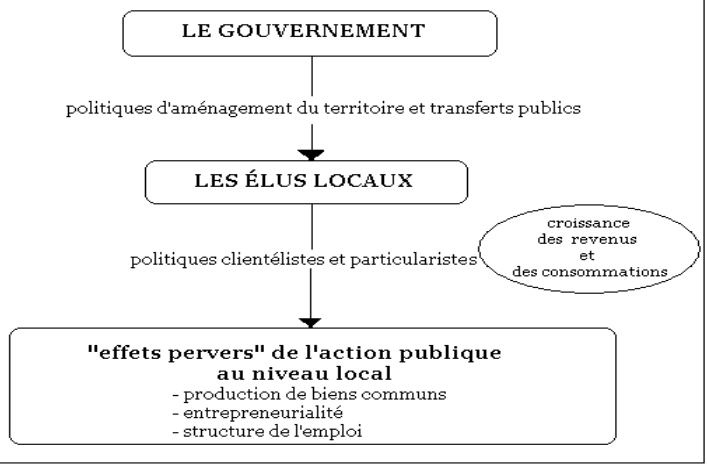
À côté de ce courant d'autres chercheurs, notamment politistes, ont expliqué l'existence du clientélisme dans le Sud de l'Italie en termes de variables culturelles, à partir du travail de Edward C. Banfield. Il définissait le « familisme amorale » comme la conduite la plus répandue, qui rendrait compte de la transmission des logiques clientélistes au niveau politique et du retard au niveau économique (1958). Plus tard, Robert Putnam a repris cette idée, en la transposant à son acception positive de *civicness* (associationnisme, participation politique active et capital social), dont le Mezzogiorno serait malheureusement dépourvu (1993). Ces travaux ont été beaucoup contestés sous plusieurs angles (Bagnasco et al. 2001, Tarrow 1996). À l'égal de l'approche longtemps dominante, ils traitent le Sud comme une région homogène, qui attend le changement de l'extérieur. C'est pourquoi ils ne regardent pas ses structures sociales et politiques comme la conséquence des interactions entre l'héritage du passé et le présent, lequel a une propre puissance créatrice (et destructrice). En outre, des travaux à base empirique ont montré la présence d'associationnisme d'une part et d'entrepreneuriat d'autre part, de sorte qu'il semble évident que d'un point de vue théorique cette manière de considérer le particularisme comme *a priori* un point faible par rapport au développement économique est aujourd'hui indéfendable (Santoro 1995, Chiarello et Viesti 2000).

Récemment, certains travaux ont tenté de renouveler la théorie sur le clientélisme, pour ramener à de justes proportions les clichés sur le Sud de l'Italie. Selon Antonio Mutti, le dynamisme économique de certains territoires méridionaux peut être expliqué, en quelque sorte, en faisant référence à la capacité des sociétés locales de se servir positivement des ressources particularistes, jusque dans l'arène politique (1994, 2002). Simona Piattoni s'attache à cette interprétation et conçoit une typologie de clientélisme, dans laquelle on trouve aussi le « clientélisme vertueux » (1998, 1999). Sous un autre angle, leurs travaux à base empirique illustrent le rôle que la politique, par le biais des élus au pouvoir consolidé, a joué à l'échelle locale. En lisant les résultats de leurs recherches, l'action publique dans les contextes en développement semble orientée vers une logique de réponse à une demande générale d'infrastructures et de services sociaux et publics. Ainsi elle produit un milieu favorable à la croissance économique locale. C'est pourquoi, à notre avis, il ne s'agit pas d'un clientélisme plus ou moins vertueux, mais plutôt d'un type différent d'action publique, qui a éventuellement limité l'espace de la logique particulariste dans la sphère politique. La question ouverte est de comprendre pourquoi ces mécanismes, liés aux transferts publics et à l'« Intervento straodinario », n'ont pas marché dans tout le Sud de la même manière.

On dispose d'interprétations valables de la façon dont ils ont marché dans le « Mezzogiorno dépendant ». Il suffit de rappeler le travail de Carlo Trigilia, qui identifie les acteurs qui gèrent les

ressources publiques et donc le mécanisme prédominant jusqu'aux années 1990, comme l'illustre la figure 7 (1992)[23].

Figure 7 : Le modèle des effets pervers dans le Mezzogiorno



Dans ce modèle, l'action publique est conçue encore comme « gouvernement », où les acteurs politiques jouent un rôle crucial. En particulier, il accorde une attention aux relations entre centre et périphérie, car les ressources sont centralisées, mais leur gestion est assurée par les élus locaux[24]. Si on considère les changements qui ont été produits par les politiques publiques italiennes, les conditions générales du Sud se sont de toute évidence améliorées au niveau des revenus et des consommations des ménages.

Dans la logique de ce modèle la politique est la principale source d'emplois et de revenus, qui sont en conséquence ce que la population attend de l'action publique. Emplois et revenus deviennent les éléments d'échange dans le marché politique. Tant que des ressources publiques sont disponibles le système peut fonctionner. Mais dans les territoires où ces conduites sont prédominantes, elles produisent des effets pervers sur le contexte (a) par rapport à la production de biens communs, qui sera subordonnée à l'échange particulariste; (b) par rapport à l'entrepreneur qui ne sera pas exhorté à investir et risquer; (c) par rapport au type d'emploi, qui sera le plus souvent dans le secteur public.

Ce raisonnement semble donc efficace dans le cas du « Mezzogiorno dépendant » et partiellement pour le « Mezzogiorno urbain », mais il ne fonctionne pas pour le « Mezzogiorno autonome ». Que s'est-il

23 Carlo Trigilia se réfère au « modèle des effets pervers » présent chez Raymond Boudon et le réadapte au contexte du Sud d'Italie.
24 Dans le cas italien, les élus au niveau local sont les parlementaires choisis dans la circonscription de référence et les membres du conseil municipal, et sont chargés aussi de nommer le maire et les adjoints. En 1993, la loi n.81 a introduite l'élection directe du maire.

donc produit là-bas ? S'agit-il d'un retrait de la politique au profit du libre marché ou, au contraire, s'agit-il d'un modèle différent d'action publique territoriale ?

Il faut tout d'abord rappeler le cadre général donné par la politique économique italienne, dans lequel plusieurs possibilités sont ouvertes, que les acteurs locaux ont au moins su saisir. L'idée directrice par rapport au Mezzogiorno est qu'il n'avait pas de ressources endogènes pour se développer et donc qu'il fallait une intervention supplémentaire de l'État[25], dont l'objectif était de trouver la solution de la « questione meridionale », par le biais de la modernisation et de l'industrialisation. Comme nous l'avons dit ci-dessus, l'« Intervento straordinario » se composait en effet de nombreuses politiques souvent hétérogènes[26], qui étaient décidées au niveau central et qui n'ont pas couvert tout le Sud de la même manière.

Une grande part des financements concernait les transferts publics aux administrations locales (Comuni, Province et Regioni) et aux ménages. Ces derniers marchaient par des mécanismes automatiques et donc ils ne discriminaient théoriquement pas en fonction des territoires. Mais, en réalité, le pouvoir discrétionnaire exercé par les institutions publiques locales et l'insuffisance du contrôle du centre laissaient une marge d'action variable selon le contexte[27]. Par rapport aux transferts aux administrations locales, leur partie majeure est utilisée pour payer le personnel administratif[28]. Deuxièmement, les institutions locales ont le pouvoir d'autoriser l'ouverture des magasins, de changer le règlement relatif au plan d'utilisation du sol, de gérer les adjudications des travaux publics. De cette manière elles peuvent influencer les activités dans le marché économique local. Il faut cependant noter qu'avant la décentralisation des années 1990, les institutions locales avaient peu d'instruments d'intervention directe dans le développement local; elles étaient, notamment dans le Sud, peu légitimées aux yeux de leurs électeurs et surtout très instables par rapport à la durée des mandats (Trigilia 1992).

Un rôle bien plus important semble par contre celui joué par les élus nationaux, qui étaient les médiateurs entre le centre et la périphérie et qui pouvaient intercéder en faveur de leur propre territoire au gouvernement central (Gribaudi 1980). Si on ajoute que la majorité des parlementaires des circonscriptions électorales méridionales faisaient partie de la DC, il est évident qu'ils pouvaient occuper la fonction de ministre et donc avoir un accès direct aux ressources publiques.

---

25 Ou « extraordinaire », comme l'intervention (Intervento straordinario) s'appelait de façon très éloquente. À propos du concept de « straodinarietà » et d'« emergenza » dans la politique italienne voir Cazzola et Morisi 1981.

26 Par exemple, on peut citer la construction d'infrastructures, les aides fiscales aux entreprises qui s'engageaient à investir dans le Sud et l'obligation pour les entreprises publiques à mettre en place au moins 60% de nouveaux établissements dans le Mezzogiorno.

27 Il y a des travaux qui montrent, par exemple, que la « pension d'invalidité » a été utilisée dans le Mezzogiorno comme un amortisseur social et une intégration de revenu, bien au-delà du nombre réel des personnes avec un handicap, en ayant droit (Boccella 1978 et Chiarello 1989).

28 C'est-à-dire les cadres et les fonctionnaires, mais aussi du personnel déqualifié - d'huissiers, de gardiens, de secrétaires, etc. Les municipalités, les Province et les Regioni, gèrent naturellement le recrutement du personnel des organismes locaux.

Nous nous trouvons donc en présence d'un système hiérarchique où les sociétés locales, influencées par l'idéologie de l'Etat redistributif et dirigiste, cherchent à conditionner les choix de Rome en leur faveur. Les systèmes locaux sont représentés s'ils ont au moins un élu de référence; si leurs élus arrivent à dialoguer avec le gouvernement; s'ils arrivent à trouver des ressources; si ces ressources sont bien utilisées au niveau local. La « variabilité » de ce système général s'exprime par rapport à la puissance des partis et à leur identité; par rapport au nombre d'élus et à leur sociologie; par rapport à la structure des relations, plus ou moins coopératives ou conflictuelles; par rapport à la quantité et à la nature des ressources qui arrivent; et enfin par rapport à la façon dont elles sont utilisées. L'attention sera donc concentrée sur deux éléments pouvant clarifier les raisons des différences territoriales : (a) la structure des relations entre centre et périphérie, c'est-à-dire leur contenu et leurs mécanismes de fonctionnement; (b) les façons dont les ressources obtenues ont été employées au niveau local, en considérant soit l'aspect quantitatif soit l'aspect qualitatif.

À propos du point (a), une analyse préliminaire des données électorales jusqu'aux années 1990 a montré une corrélation positive entre le dynamisme des systèmes méridionaux et la puissance relative du parti recueillant le plus de votes, plus élevée que dans le reste du pays. Cela suggère l'hypothèse que dans les systèmes dynamiques on peut retrouver une structure de relations dans l'arène politique moins fragmentée et une expression du consensus plus homogène. Cette structure pourrait avoir garanti aux élus une stabilité majeure et un pouvoir légitimé par la société locale, en faisant d'eux les représentants des intérêts du territoire. Cela pourrait aussi avoir limité une utilisation particulariste, voire clientéliste, de ressources disponibles pour l'action publique. Il s'agit donc de trouver des indicateurs pour analyser quelle est la puissance électorale des partis au niveau territorial; combien il y a d'élus dans la société locale[29], à quel parti ils font référence, s'ils sont réélus et pour combien de temps dans la même circonscription. De cette façon, nous pouvons établir le degré de compétitivité de chacun des systèmes locaux. Il sera aussi important d'établir si la compétition s'inscrit dans le parti lui même ou à l'extérieur. Dans un système comme celui décrit précédemment, la distance de la société locale par rapport au centre dépend de la capacité de la périphérie à se faire entendre et d'être représentée. Mais s'il y a trop de voix qui disent des choses différentes, car elles parlent pour défendre des intérêts les plus divers, cela fait seulement du bruit et l'effet final est le probable gaspillage des ressources.

À propos du point (b), il s'agit de rechercher des indicateurs qui arrivent à établir la capacité potentielle de l'action publique locale de prendre des décisions et de réaliser des projets. Par exemple, si le gouvernement local est très instable il ne pourra penser qu'à la gestion routinière de l'administration sans aspirer aux projets de moyenne ou longue portée. En outre, on peut faire référence aux bilans municipaux pour analyser combien de ressources à destination de la population arrivent du centre et combien d'entre elles sont utilisées pour produire de nouveaux biens et services.

29 Les circonscriptions électorales en Italie, avant la reforme du 1994 étaient composées de diverses « Province », par rapport à leur population. En faisant référence au lieu de résidence et de naissance des élus il est possible de les rattacher à des systèmes locaux.

Évidemment cette première analyse basée sur des données statistiques, même si elle nous permet de réfléchir à tout le Sud de l'Italie dans une perspective territoriale, ne fournit pas pour autant des indications générales qui posent de nouvelles questions sur la qualité des relations politiques, sur l'intervention d'autres acteurs de la scène locale et sur les résultats de l'action publique.

C'est pourquoi nous présenterons d'abord les résultats de l'analyse quantitative sur les 325 systèmes locaux méridionaux et puis des remarques à propos d'une petite recherche empirique conduite sur quatre cas d'étude, choisies dans la typologie des chemins du développement local élaborée ci-dessus.

4.1. Les résultats de l'analyse quantitative

Pour mieux étudier la relation entre les variables de nature institutionnelle et économique nous avons utilisé deux concepts, celui de cohésion politique et celui de cohésion sociale. En effet, le terme *cohésion* est très répandu dans les sciences sociales[30] et il a connu un développement même récemment grâce aux politiques des fonds structurels de l'Union européenne, qui ont basé leur philosophie sur cette idée-ci. La cible pour la politique contemporaine, avec Ralf Dahrendorf serait de conjuguer bien-être économique, liberté politique et cohésion sociale, à savoir une entreprise dure et difficile comme la « quadrature d'un cercle » (1995).

Dans ce travail, nous allons donner une définition bien délimitée de la cohésion sociale et de la cohésion politique pour choisir ensuite des indicateurs statistiques et les mettre en relation avec les chemins de développement économique local[31].

Le concept central de notre raisonnement est celui de *cohésion politique* qui d'un point de vue quantitatif sera abordé par une analyse des résultats des élections nationales de 1972 à 1992, c'est-à-dire la période où le dynamisme des systèmes autonomes s'est produit, jusqu'à la fin de la « première République ». Nous avons calculé un indice à partir de trois variables : le pourcentage des voix obtenues par le premier parti; la différence entre le pourcentage de voix du premier parti et celle du deuxième parti; le pourcentage des voix obtenues par tous les autres partis. Les deux premières variables indiquent la

30 Il serait impossible de reconstruire ici l'histoire du concept dans les sciences sociales, où l'idée de cohésion trouve des applications très variées. On peut rappeler le père de la sociologie Emile Durkheim qui a consacré une partie de ses œuvres à la solidarité organique et mécanique, comme le débattu « Communitarian Network » fondé par le sociologue israélo-américain Amitai Etzioni.

31 L'utilisation de ces deux concepts nous aide à interpréter les transformations des systèmes locaux méridionaux jusqu'aux années 1990 et donc elle est limitée à l'observation de ces cas-là. Le dynamisme économique, observé grâce aux données de derniers recensements, est interprété comme le résultat de ce qui s'est produit les décennies précédentes. Cela signifie qu'il s'agit d'interpréter les événements du passé pour chercher à comprendre les raisons des différents rendements des territoires. L'utilisation des concepts de cohésion sociale et politique est donc le résultat de cette analyse du Sud de l'Italie. Une généralisation des mécanismes que les deux catégories décrivent, demande naturellement plus de recherche.

puissance absolue et relative du parti vainqueur des élections, alors que la dernière montre le degré de fragmentation du vote parmi tous les autres partis qui se sont présentés. En outre, l'analyse diachronique de 1972 à 1992 permet de tenir compte du changement des préférences des électeurs.

Les valeurs élevées de l'indice peuvent être interprétées comme la trace de la présence d'un parti fort et bien ancré à la communauté locale, qui arrive à la représenter comme un ensemble. En revanche, si les élus sont issus de différents partis, ou simplement en conflit entre eux, ils lutteront entre eux pour un petit enjeu, pour satisfaire le nombre réduit de leurs électeurs. De plus, plus leur nombre est élevé et plus les ressources disponibles seront réparties entre les élus, qui, en entrant en conflit, les utiliseront de façon non coordonnée.

La *cohésion sociale* concerne la société locale par rapport aux effets du processus de modernisation et à la capacité d'adaptation des territoires aux transformations induites par l'industrialisation, la démocratisation politique et l'urbanisation (Trigilia 2002, Martinelli 1998).

La société méridionale était, encore après la seconde guerre mondiale, pour la plupart une société rurale. La politique d'aménagement du territoire menée par l'Etat, on l'a dit, concerne quant à elle de façon hétérogène les systèmes locaux méridionaux. Dans les années 1970, par exemple, les grandes entreprises publiques des secteurs lourds ouvrirent certaines usines dans des villes du Sud, qui créèrent tout de suite beaucoup d'emplois. Mais bientôt elles ressentirent les effets de la crise générale du fordisme et furent contraintes à fermer ou à dégraisser leur personnel[32]. L'industrialisation et l'urbanisation souvent sauvage ont brusquement changé la structure des relations sociales locales, notamment dans les villes les plus peuplées et là où une grande usine a été ouverte.

Il est vrai que cela ne s'est pas produit partout. Bien au contraire, les territoires les plus intérieurs, mêmes les moins touchés par l'« Intervento straordinario », car moins dotés de point de vue géoéconomique, ont été ceux qui ont connu la croissance la plus forte à partir des années 1980 (OECD 2001). En termes de cohésion sociale, par rapport au processus de modernisation, on suppose, à la suite des travaux sur la « Troisième Italie », que ces territoires méridionaux, ont gardé leurs traditions artisanales et commerciales, en les développant dans les années 1980-90, par exemple sous la forme de districts industriels ou d'activités manufacturières diffuses (Bagnasco et Trigilia 1993). Le faible taux d'industrialisation et d'urbanisation peut même avoir empêché d'éroder les ressources naturelles et du paysage, qui sont aujourd'hui cruciales pour le tourisme. D'un point de vue politique la cohésion sociale peut avoir favorisé la cohésion politique, parce qu'une société moins fragmentée produit une demande de gouvernement plus facile à gérer et que le conflit social peut être moins violent.

32 De plus, elles ont produit l'effet inattendu de détruire les activités manufacturières locales, car l'idée d'un emploi sûr et bien payé dans un établissement public, avec tous les avantages sociaux, les congés et la retraite avait conduit beaucoup de petits entrepreneurs à fermer leurs activités (Del Monte et Giannola 1978).

Ces questions seront mieux illustrées par l'étude de cas, en adoptant une démarche historique et comparée. En effet, il est vraiment difficile de trouver des données statistiques territoriales qui rendent compte du changement induit par la modernisation, mais pas impossible, si on part d'une définition négative de la cohésion sociale. En d'autres termes, ce sont les données disponibles à l'échelle provinciale sur la criminalité et sur les grèves dans le secteur secondaire de la fin des années 1960 et dans les années 1970 et 1980, qui, même si elles sont imprécises et incomplètes, peuvent montrer des différences territoriales[33].

La cohésion sociale et la cohésion politique peuvent influencer l'efficacité des politiques publiques, en favorisant la stabilité des gouvernements locaux et donc leur prédisposition à mettre en oeuvre de projets d'investissement en faveur de la création des nouveaux biens et services pour la communauté locale.

En particulier dans le Sud de l'Italie, ces conditions semblent nécessaires même si elles ne sont pas suffisantes pour définir l'action publique locale. La stabilité des gouvernements locaux a été étudiée par le biais de données électorales agrégées des municipalités et, en général, le Mezzogiorno se distingue par une grande instabilité et par le recours fréquent au « commissariamento »[34] (Parisi 1984). Nous pouvons construire un indice composé de données sur la stabilité des municipalités, sur leur efficience dans l'allocation de ressources publiques et sur leurs investissements pour produire de nouveaux biens et services35. De cette façon, à l'échelle territoriale le cadre général du Sud se montre beaucoup plus différencié.

Le tableau 3 montre la moyenne arithmétique du poids de chaque indice (de cohésion politique, de cohésion sociale et des politiques locales) dans les quatre types de chemins de développement économique décrits ci-dessus. Le « Mezzogiorno autonome » présente les valeurs les plus élevées par rapport aux autres types, en particulier à propos de la cohésion politique et des politiques locales. Le « Mezzogiorno dépendant » montre une situation plus difficile que la moyenne du « Mezzogiorno autonome » ou du Mezzogiorno en général.

Les valeurs hautes des indices du « Mezzogiorno faible » peuvent être commentées en référence aux petites dimensions, qui expliquent l'absence de criminalité et la pression réduite sur les institutions politiques. La particularité de ce groupe semble plutôt l'absence d'une base économique au-delà du marché local et leur nature « rurale » et isolée.

33 Le grand problème du Mezzogiorno par rapport aux associations criminelles est bien localisé. Donc les territoires épargnés par cette situation sont favorisés parmi tous les autres.
34 Si le conseil municipal n'arrivait pas à nommer un maire et à former un gouvernement municipal, l'administration de cet organisme était confiée à un commissaire nommé par l'Etat.
35 L'indice a été calculé à partir des données du « Ministero degli Interni » sur les administrations municipales et leurs bilans financiers.

Tableau 3 : Cohésion sociale, cohésion politique et politiques locales dans les quatre types de chemins de développement local

		Moyenne
Mezzogiorno dépendant	**cohésion sociale**	15,8
	cohésion politique	24,3
	politiques locales	27,7
Mezzogiorno autonome	**cohésion sociale**	19,4
	cohésion politique	28,7
	politiques locales	33,5
Mezzogiorno urbain	**cohésion sociale**	4,0
	cohésion politique	18,8
	politiques locales	24,5
Mezzogiorno faible	**cohésion sociale**	27,2
	cohésion politique	27,2
	politiques locales	31,5
Mezzogiorno	**cohésion sociale**	17,4
	cohésion politique	25,8
	politiques locales	30,0

Source : Calcul de l'auteur

Le « Mezzogiorno urbain » présente les valeurs des indices les plus basses, notamment dans le cas de la cohésion sociale. Cela complique en conséquence l'action publique locale, même s'il y a une présence significative de ressources économiques. En isolant les villes méridionales chef-lieu de Provincia on met en évidence leur difficulté, indépendamment des groupes où elles se trouvent (voir le tableau 4). Ces villes sont concentrées dans les systèmes dépendants et urbains et elles montrent des valeurs des trois indices très basses dans le « Mezzogiorno autonome » aussi. Dans le contexte urbain, la relation des variables institutionnelles avec le dynamisme économique se montre plus controversée. L'élément clé semble être la complexité du contexte social qui influence à la fois la structure du consensus et la capacité de l'action publique à gérer les politiques locales. En même temps, on constate la présence d'une économie où les services aux entreprises ont acquis un poids considérable. Les villes chef-lieu de Provincia dans ce secteur affichent une augmentation de 8,6% pendant la période 1991-2001 et un pourcentage d'employés de 25% (2001), alors que les autres systèmes locaux méridionaux atteignent à peine le 15%.

De plus, en observant leur localisation (voir la figure 5), on note leur proximité aux systèmes autonomes et dynamiques, qui laisse supposer un possible lien entre eux[36].

Tableau 4 : Cohésion sociale, cohésion politique et politiques locales des villes chef-lieu de Provincia.

		N	moyenne des villes	moyenne du groupe
Mezzogiorno dépendant	**cohésion sociale**	13	1,1	15,8
	cohésion politique	13	20,2	24,3
	politiques locales	13	19,4	27,7
Mezzogiorno autonome	**cohésion sociale**	9	2,0	19,4
	cohésion politique	9	23,5	28,7
	politiques locales	9	26,3	33,5
Mezzogiorno urbain	**cohésion sociale**	13	0,7	4
	cohésion politique	13	16,3	18,8
	politiques locales	13	28,1	24,5

Source : Calcul de l'auteur

Au vu de ces données, la relation entre les variables institutionnelles et économiques semble confirmée. L'originalité des *systèmes autonomes* se montre surtout par le biais d'une combinaison positive parmi les indices. Cohésion sociale, cohésion politique et efficacité des politiques locales se renforcent le unes les autres et elles donnent lieu à un cercle vertueux là où les ressources locales sont de plus en plus mises en valeur.

De toute façon, il ne suffit pas de trouver des valeurs significatives des indices pour penser avoir épuisé le sujet. Les concepts de cohésion sociale et politique sont bien plus complexes et l'action publique ne s'arrête pas à la stabilité des gouvernements municipaux et à une bonne gestion des bilans financiers. Éventuellement l'analyse des données statistiques pose de nouvelles questions.

En premier lieu, celle de la cohésion sociale. Si elle est le résultat des processus de modernisation, il faudra étudier ce qui s'est produit à l'échelle locale par rapport à l'industrialisation, l'affirmation des partis et la sécularisation. Cela sera possible seulement en faisant une analyse en profondeur.

36 Le rôle controversé des villes moyennes dans le développement économique du Sud reste bien évidemment un sujet à approfondir.

En deuxième lieu, celle des politiques locales. L'indice n'arrive pas à expliquer ce qui s'est vraiment produit dans le contexte local. Combien de transferts publics ont-ils été réalisés ? Comment ont-ils été utilisés par les acteurs locaux? Qui sont ces acteurs locaux ?

Enfin, celle de la cohésion politique. L'indice illustre les systèmes locaux où le premier parti élu est très fort et stable pendant toutes les élections. On a vu que le parti démocrate chrétien récolte le plus de voix dans le Sud, même si de façon variable par rapport à l'intensité du consensus. Les nuances de dynamisme économique ne s'expliquent pas par la couleur politique. Qu'est-ce qui induit donc la différence ? Nous avons rappelé le rôle de médiateurs des élus au Parlement italien entre centre et périphérie, qui peuvent tirer des ressources de leurs territoires de référence, surtout les hommes politiques des partis du gouvernement (Gribaudi 1980). Mais c'est la structure des relations entre eux à l'échelle locale qui rend compte de l'utilisation des ressources publique. Combien sont les élus? Qui sont-ils? Quel type de rapport existe-il entre eux? La cohésion politique devra envisager tous ces aspects. Le tableau 5 reporte le nombre d'élus correspondant à chacun des systèmes locaux[37].

Tableau 5 : Les sièges et les élus des systèmes locaux du Mezzogiorno de 1972 à 1992

	Mezzogiorno dépendant	Mezzogiorno autonome	Mezzogiorno urbain	Mezzogiorno faible
nombre des systèmes locaux représentés	65 (58,4%)	58 (52,8%)	21 (91,3%)	12 (40%)
nombre des sièges	435	393	401	35
nombre des élus	214	181	194	17
nombre des sièges DC	181	188	170	13
nombre des élus DC	77	71	70	6
moyenne des sièges pour système local	2,9	3,2	17,4	1,2
moyenne des élus pour système local	1,4	1,5	8,4	0,6
élus/sièges *100	49,2	46,1	48,4	48,6
élus DC/sièges DC *100	42,5	37,8	41,2	46,2

Source : La Navicella. Calcul de l'auteur

37 Les élections jusqu'en 1994 se sont déroulées par la méthode proportionnelle et l'Italie était divisée en circonscriptions électorales qui assemblaient un nombre de « Province » variable par rapport à la population. Chaque circonscription avait un nombre fixé de sièges. Nous avons attribué les sièges à chaque système local à partir du lieu de résidence des élus. L'analyse des élus montre que, surtout dans la DC, il y a un lien stable entre le lieu de résidence (souvent le même de la naissance) et la circonscription pendant les différentes élections. De plus, la puissance du lien avec le territoire est confirmée dans le Sud par des recherches sur le « voto di preferenza » (D'Amato 1964 et Scaramozzino 1979). En 1992 la moyenne nationale des électeurs qui avait utilisé le « voto di preferenza » était de 54%; dans le Mezzogiorno elle était environ de 73%.

En considérant toutes les élections organisées de 1972 à 1992, il est possible de faire une distinction entre le nombre des sièges et celui des élus. De cette manière la réélection des mêmes hommes politiques dans la même circonscription est visible.

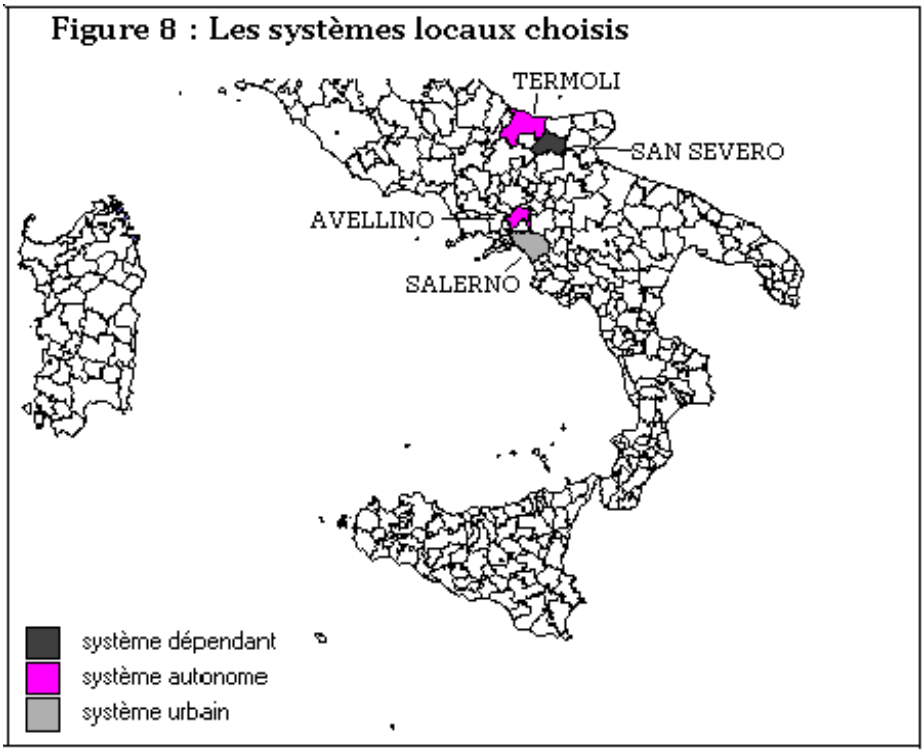
Les systèmes locaux les plus représentés sont les centres urbains (91,3%), car ils incluent les villes les plus peuplées, mais le nombre total de sièges dans le Mezzogiorno dépendant, urbain et autonome n'est pas très différent. En revanche, si on regarde le nombre d'élus par rapport aux sièges, il est moindre dans les systèmes autonomes (en particulier dans la DC), où la stabilité des hommes politiques semble supérieure. En d'autres termes, il n'y a pas parmi les groupes - sauf les systèmes faibles - un problème de représentativité, parce qu'ils ont tous leurs parlementaires. Cependant le nombre d'élus pendant les années considérées et leur appartenance politique semble être cruciale.

Il se peut que leur stabilité jointe au nombre limité d'élus ait avantagé le « Mezzogiorno autonome », en construisant un canal solide entre centre et périphérie pour transmettre des ressources matérielles mais immatérielles aussi.

Pour mieux tenter de répondre aux questions posées par l'analyse des données quantitatives et pour approfondir la relation entre cohésion sociale et politique et dynamisme économique, on va résumer les principaux résultats de l'étude de cas sur quatre systèmes locaux du Mezzogiorno.

4.2. Les principaux résultats de l'étude des cas

Les systèmes locaux ont été choisis de façon à minimiser la portée de leurs différences territoriales et démographiques par rapport à leurs chemins de développement économique, qui au contraire sont très contrastés. Ils sont ainsi géographiquement contigus, ont une densité de population et des fonctions administratives identiques, mais appartiennent à des types différents de Mezzogiorno.



Donc, notre sélection a favorisé deux villes chef-lieu de Provincia, Avellino (autonome) et Salerno (urbain), qui se trouvent l'une à côté de l'autre, pour la dernière sur la côte et à l'intérieur pour la première. Toutes les deux appartiennent à la Région Campania.

Les deux autres systèmes locaux, Termoli (autonome) et San Severo (dépendant), sont situés le long de la côte opposée et sont moins peuplés. Ils constituent de petits Communes de province, l'une côtière de la Région Molise, la seconde à l'intérieur des Pouilles. La figure 8 illustre leur localisation et leurs caractéristiques démographiques.

L'économie des systèmes autonomes, Avellino et Termoli, révèle un dynamisme des secteurs manufacturiers qui se sont élevés à partir des années 1980. Les spécialisations productives les plus répandues sont la mécanique et la production d'automobiles. On trouve aussi l'industrie alimentaire, qui est récemment montée en puissance, notamment en Avellino.

En revanche, Salerno et San Severo, même en présentant deux chemins de développement complètement différents, urbain pour le premier et agricole/tertiaire pour l'autre, montrent une économie plus dépendante des transferts publics et illustrent la manière dont l'emploi au niveau local a souffert à la suite de la crise des années 1990.

Évidemment ces sociétés locales sont beaucoup plus complexes et ni leur situation socio – économique, ni leur capacité de réaction aux problèmes ne sont descriptibles une fois pour toutes. Cependant, la perspective de la cohésion sociale et politique semble faciliter la compréhension des différences territoriales[38].

4.2.1. Sur la cohésion sociale

Face à la modernisation engagée après la seconde guerre mondiale, les quatre systèmes ont réagi de façon très différente par rapport aux transformations qui se sont produites au niveau local.

Les systèmes autonomes, Avellino et Termoli, montrent leur marginalité par rapport aux processus d'industrialisation et d'urbanisation. Jusqu'à la fin des années 1970, ils présentent une économique surtout rurale et une société traditionnelle fondée sur la petite propriété paysanne. Le territoire se caractérise par la contiguïté entre les petites villes et la campagne. La production est orientée vers la subsistance ou le marché local. Il n'y a pas de conflit social moderne, car il n'y a pas de rapports de production capitalistes. La réponse la plus fréquente à la pauvreté et à difficultés financières des ménages est l'émigration. Pendant cette période les sociétés locales d'Avellino et de Termoli se révèlent donc économiquement en retard et traditionnelles du point de vue des relations communautaires.

Au contraire, beaucoup plus exposées sont Salerno et San Severo. La première est une ville déjà industrialisée au début de la période de 1900, où des établissements textiles sont construits par des entrepreneurs suisses, qui allaient exploiter l'abondance de ressources naturelles et la présence du port. De plus, Salerno est une ville importante sur le plan administratif, qui devient la capitale de l'Italie en 1944. San Severo est alors le premier producteur italien de blé, au centre du « Tavoliere », une région nommée le « grenier de l'Italie ». La haute concentration des ouvriers agricoles dès la fin 1800 coïncide avec les premières luttes pour la terre, qui sont violemment réprimées par les troupes royales[39].

Les villes deviennent toutes deux le lieu de destination de migrants des régions environnantes et leur population augmente beaucoup jusqu'aux années 1960. Dans ce laps de temps les mouvements démographiques provoquent un déséquilibre territorial, là où la plus grande partie des habitants et des activités sont concentrés dans la ville centrale alors que les autres zones se dépeuplent. En outre, les processus d'industrialisation à Salerno et de mécanisation de l'agriculture à San Severo sont très rapides et menés par l'Etat, souvent sans considération pour les vocations économiques locales. À Salerno l'effet qui

38 L'étude des cas est le sujet de mon travail de thèse « Coesione politica e dinamismo economico nel Mezzogiorno contemporaneo », où l'analyse des quatre systèmes locaux est beaucoup plus approfondie. Bien que ne pouvant pas épuiser ici le sujet, dans ce texte nous avons tenté d'en faire un résumé, en nous focalisant sur les points communs entre les systèmes autonomes et les autres, en référence à la cohésion sociale et politique.

39 Le fait que ces luttes éclatent dans les campagnes du Tavoliere avant l'affirmation des partis de masse aux élections, peut-il expliquer leur caractère peu organisé et l'absence d'une réception de ces instances sociales par la politique locale ?

en résulte, d'une part, est l'installation d'usines d'entrepreneurs de l'Italie du Nord ou étrangers, qui profitent des aides publiques. Ces établissements accroissent l'emploi local, mais la propriété externe choisit de manière autonome sa stratégie de localisation et l'intégration dans le contexte reste généralement basse. D'autre part, les petites industries locales se voient souvent contraintes à fermer et certaines usines en particulier les plus grandes[40] se sentent menacées, tant qu'elles mettent en œuvre une stratégie défensive, en cherchant la protection des hommes politiques locaux.

La marginalité socio-économique d'Avellino et Termoli et l'exposition majeure de Salerno et San Severo influent sur leur degré de *cohésion sociale*. Dans le premier cas, le caractère périphérique des deux systèmes autonomes, éléments de faiblesse jusqu'aux années 1970, protège le territoire des effets négatifs de la modernisation, en favorisant la conservation des relations de confiance et les traditions artisanales et commerciales, qui remonteront à la surface dans le secteur manufacturier, le moteur de l'économie locale d'aujourd'hui. Autrement dit, il semble retrouver des mécanismes identiques à ceux déjà décrits à propos de la troisième Italie (Bagnasco et Trigilia 1992).

Cependant, l'effet de cette cohésion sociale sur le processus de légitimation des partis de masse dans le Sud de l'Italie à l'échelle territoriale - et donc sur la cohésion politique – apparaît plus original.

4.2.2. Sur la cohésion politique

Tout d'abord, il faut rappeler que le cadre national est structuré selon la façon dont les ressources publiques sont gérées par les décisions du centre et, dans le cas du Mezzogiorno deux sources sont les plus importantes : les transferts publics aux ménages et aux municipalités et l' « Intervento straodinario ». Les actions des élus nationaux sont donc cruciales parce qu'ils jouent un rôle de médiation entre le centre et la périphérie, comme beaucoup de travaux cités ci-dessus l'ont bien illustré. On a vu que la présence de relations particularistes et traditionnelles très répandues dans la société méridionale a été généralement interprétée comme la cause du clientélisme dans l'arène politique et, en conséquence, du mauvais fonctionnement des institutions et du gaspillage de l'argent public. Il est vrai pour beaucoup de contextes locaux et, malheureusement, pas uniquement dans le Mezzogiorno[41], mais il faut être prudent lorsqu'on affirme que le particularisme des réseaux sociaux engendre automatiquement des effets négatifs. Il vaut mieux analyser la manière dont telles relations s'articulent et les champs (social, économique, politique) sur lesquelles elles agissent.

Il semble ainsi que la marginalité sociale et économique des systèmes locaux d'Avellino - et de Termoli et donc leur caractère traditionnel - ont favorisé l'affirmation d'une culture politique partagée entre

40 À Salerno il y a des industries surtout alimentaires (production de pâtes et de sauce tomate en conserve) dès les premières années du XXe siècle, dirigées par des entrepreneurs locaux.
41 Il est significatif qu'en Italie le plus grand scandale de corruption politique « Tangentopoli » a éclaté dans la région italienne la plus économiquement développée, la Lombardie.

toute la communauté locale. Pendant le Royaume d'Italie ces territoires restent isolés et ils ne sont pas touchés par les événements qui ont marqué l'histoire nationale. La première élection au suffrage universel masculin de 1912 ou celle de 1919 au système proportionnel, où un grand succès est obtenu par le parti socialiste et le parti populaire, en préfigurant le futur rangement de l'Italie républicaine, ne bouleversent pas du tout le système des notables locaux (Barbagallo 1980). La politique est une question élitiste.

Au contraire, Salerno est déjà une ville urbanisée, "colonisée" par des industries étrangères, où la politique locale est dominée par la petite bourgeoisie, et où le parti socialiste et le parti populaire sont peu enracinés, mais le cadre politique est plus fragmenté. À San Severo, grâce aux luttes pour la terre le parti socialiste gagne en 1919 l'élection à l'échelle locale, mais il reste très isolé par rapport au centre politique à la fois régional et national.

Les partis de masse font leur grande entrée seulement après la seconde guerre mondiale. À Termoli et Avellino il n'y a pas une lutte entre le parti démocrate chrétien (DC) et le parti communiste (PCI) comme dans le reste de l'Italie – et à Salerno et San Severo aussi -, lorsque la DC représente la partie populaire de l'électorat en opposition avec l'élite conservatrice aristocratique et monarchique. La victoire décisive de la DC arrive seulement en 1953, en concomitance avec le secrétariat central du parti d'Amintore Fanfani[42]. Elle se traduit dans les cas d'Avellino et de Termoli par l'affirmation d'un leadership personnel[43] d'une sorte de notable démocratiquement élu, qui représente toute la communauté locale à Rome. Il se décrit comme le porteur de la modernisation.

Par contre, la vie politique est beaucoup plus fragmentée à San Severo, où il y a une compétition entre DC et PCI, mais aussi une lutte politique dans le parti démocrate chrétien de la ville (Foggia, la ville chef-lieu de la « Provincia ») et de la campagne (le Tavoliere, dont San Severo est le coeur) et dans les secrétariats provinciaux de la DC, qui sont menacés par la leadership de Bari (la ville chef-lieu de la « Regione »).

Salerno vit un moment heureux de croissance économique, grâce surtout à son maire Alfonso Menna (1953-1970), un homme politique de la DC, mais très indépendant du parti, qui va s'occuper de manière autonome du gouvernement de la ville, en se servant de ses relations personnelles[44], de sa longue expérience de fonctionnaire municipal, de sa fonction de Président de l'Isveimer, l'institut de crédit le plus important pour les investissements industriels du Mezzogiorno. À l'ombre du maire, le parti reste faible et les élus nationaux ne sont pas vraiment impliqués dans les décisions du gouvernement local. En outre, les

42 Selon plusieurs chercheurs le secrétariat de Amintore Fanfani symbolise la consolidation de la structure du parti au niveau territorial et l'élargissement de l'électorat de la DC, en faisant cohabiter l'âme conservatrice et l'âme la plus populaire par une politique ambiguë (Caciagli 1977, Tarrow 1973).
43 Fiorentino Sullo en Avellino et Giacomo Sedati à Termoli.
44 On raconte qu'au moment de l'occupation de Salerno par les troupes alliées Alfonso Menna, le « Commendatore », fut nommé responsable des services d'approvisionnement, charge qui lui donna beaucoup de pouvoir et qui multiplia ses relations personnelles directes avec de nombreuses personnalités du monde des affaires et de la politique.

parlementaires font partie de la DC, mais du PCI et d'autres partis aussi. Donc le cadre politique est déjà très fragmenté, même s'il reste encore dominé par la figure de Menna.

En résumé, il semble que la cohésion de la société locale, protégée des impacts déstabilisants du processus de modernisation par son isolément des décisions nationales, influence la nature de la structure des relations politiques dans le cadre du système républicain de l'après-guerre. La montée en puissance de la DC se produit à l'échelle locale par le biais d'un seul homme politique, qui rencontre le consensus de la communauté périphérique et en devient le porte-parole à Rome. En même temps, la demande de l'électorat est homogène et cela rend plus facile la projection d'une action publique de moyenne et longue portée. En outre, le rapport entre cohésion sociale et politique s'établit selon un cercle vertueux : plus la politique est légitimée par un consensus très répandu, plus elle suscite des questions partagées pour orienter les décisions; ce qui tend théoriquement à augmenter son efficacité et à renforcer de cette manière le consensus initial.

Cela semble être ce qui est arrivé à Termoli et en Avellino, alors qu'à San Severo la vie politique est beaucoup plus intriquée, et à Salerno l'affirmation d'une classe d'hommes politiques nationaux est ternie par le dirigisme de la figure d'un maire - notable très puissant[45].

Que se passe-t-il à partir des années 1970, où peut-on retrouver la racine du dynamisme économique des systèmes autonomes ? En commençant par Salerno et San Severo, même si leur cadre de relations politiques semble opposé, il est de toute façon très conflictuel et instable. San Severo se caractérise par un cadre politique local très instable et fragmenté. Le système local n'est pas représenté à l'échelle nationale parce que les élus du parti démocrate chrétien dans la circonscription[46] font référence à Bari, alors qu'au moment où San Severo parvient à avoir un élu, il est du PCI. Cela signifie qu'il n'a pas le pouvoir d'influencer les choix du gouvernement national, ni de gérer des ressources publiques. De plus, il est crucial de comprendre que la conduite des élus communistes diffère de celle des hommes politiques de la DC, en particulier dans le Sud de l'Italie. Le PCI est fort dans les zones, où des luttes pour la terre ont eu lieu[47], en s'appuyant sur les ligues des ouvriers agricoles (les « Leghe bracciantili »).

Comme l'a montré Sidney Tarrow (1967), le caractère rural de la société méridionale a influencé l'organisation du parti communiste, qui ne prend pas racine à l'échelle locale : les sections du parti sont peu répandues, le nombre des adhérents est très bas. De plus, à partir du secrétariat Fanfani le programme de la DC dans le Mezzogiorno est innovant par rapport aux politiques sociales et économiques, en conquérant

45 Le dirigisme d'Alfonso Menna facilite beaucoup l'arrivée des transferts publics et des investissements privés. L'idée du maire est celle d'une grande ville industrialisée. Le reste de la « Provincia » est marginalisé et Salerno devient le seul point d'attraction, ce que provoque une urbanisation sauvage et une forte pression sur le gouvernement local.
46 Dont font partie la « Provincia » de Foggia et la « Provincia » de Bari, le chef-lieu de la « Regione ».
47 C'est-à-dire les régions caractérisées par la grande propriété terrienne (latifondum), comme San Severo et en général le « Tavoliere ».

de l'espace à gauche. Pour se distinguer du parti démocrate chrétien et regagner une identité, la réponse du PCI est souvent de refuser la politique du gouvernement; le résultat c'est qu'il ne parle pas de développement au niveau local. En outre, les élus communistes sont généralement envoyés par le secrétariat national et ils ne sont pas très connus de la population locale, et ne connaissent pas non plus les exigences de la communauté. Ces éléments contribuent à expliquer les raisons de sa faiblesse et, donc, de l'abandon politique de San Severo dans une structure des relations politiques très conflictuelle.

À Salerno la lutte politique se déroule dans la DC, même si le PCI arrive toujours à gagner au moins un siège. En effet, on trouve là-bas un « encombrement » d'élus avec leur petit nombre de voix et de sièges, souvent transmis de père en fils. Après le retrait de la scène politique du maire Alfonso Menna, une période d'instabilité du gouvernement local commence. Ainsi, le rôle de la politique nationale devient de nouveau crucial pour accéder à des ressources publiques. Mais l'arène démocrate chrétienne est d'un côté peu structurée[48] et de l'autre très encombrée par des hommes politiques qui y voient finalement un espace d'action. Personne n'arrive à prévaloir sur l'autre et les élus de référence pour la société locale se combattent[49] sans partager une vision ou un projet politique, mais en pensant notamment aux moyens de maintenir le nombre des voix nécessaires à leur réélection. Leur vision du futur s'arrête à la date des élections à venir.

En revanche Avellino et Termoli, au moins jusqu'au début des années 1990, se distinguent par la stabilité et la compacité de leur cadre politique. On trouve en effet un véritable leadership parlementaire du parti démocrate chrétien, qui reste longtemps sur la scène politique, en gagnant toujours beaucoup de votes et en gardant un lien direct avec la communauté locale. Leur pouvoir est exercé à la fois à l'échelle territoriale et nationale. D'un côté ils décident de ce dont la société locale a besoin, en incarnant une idée de développement et de modernisation et en imposant leur autorité aux municipalités. De l'autre côté, ils occupent souvent des fonctions dans le gouvernement national et dans le secrétariat général du parti.

Les territoires aujourd'hui les plus dynamiques sont ceux où les élus ont su négocier avec l'Etat et avec les entreprises extérieures prêtes à investir dans le Sud, en faveur du système local de référence. En général, ils ont su profiter des occasions offertes, en évaluant la capacité du territoire de les accepter et de les mettre en valeur

Mais il y a une différence entre Avellino et Termoli, que les données statistiques ne pouvaient pas identifier. Elle concerne la nature du leadership, qui reste personnel à Termoli et« composite »' en Avellino. Le premier contexte est petit, faisant partie d'une Région, le Molise, où sont élus quatre députés. La chance de Termoli est d'avoir un élu de référence pour plusieurs législatures qui se fait le porte-parole du territoire. Au contraire, le contexte d'Avellino est beaucoup plus intéressant parce que les élus démocrates chrétiens

48 La formation de la classe politique locale de la DC avait été délaissée pendant les mandats du maire Alfonso Menna à cause de son faire dirigiste.
49 À Salerno la lutte dans la DC est attestée par les nombreux courants représentés au niveau local par des élus, qui changent souvent leur position si elle n'arrive plus à leur assurer un siège.

ont le même âge et se forment à l'école du parti, en étudiant dans le Nord de l'Italie, mais en gardant la résidence « al paesiello ». Ils partagent la même vision de leur fonction politique. Symboliquement, ils représentent un territoire (l'« Irpinia ») en retard, qui a besoin de la main de l'Etat pour se redresser, mais qui cherche le développement, et pas une politique d'assistanat. Les élus n'entrent pas en conflit entre eux, car ils se repartissent les tâches et les territoires, pour définir un objectif commun. Comment ces différents contextes politiques peuvent-ils avoir influencé l'action publique dans les quatre systèmes locaux?

4.2.3. Sur les politiques locales

Les systèmes qui se sont caractérisés par un contexte avec une cohésion politique élevée (et sociale) sont ceux où on a trouvé un leadership porté par les parlementaires qui ont gardé un lien très fort avec la communauté locale. L'absence de conflit entre eux semble assurer la coordination de leurs actions à l'échelle territoriale. La stratégie symbolique est la même dans tout le Sud : faire pression sur le gouvernement national pour obtenir des ressources publiques. Mais le type de pression et les ressources recherchées sont différents. Les élus de Salerno répondent aux électeurs qui sont moins nombreux et qui représentent des intérêts hétérogènes. Dans un temps scandé par les élections, il est donc bien plus rationnel de répondre aux pressions des groupes ou des particuliers plutôt que d'élaborer un programme d'action de longue portée. Il est donc plus efficace par exemple de faire obtenir des permis de construire ou des autorisations pour ouvrir une activité commerciale, ou de trouver des emplois pour leurs protégés. En d'autres termes, les élus réagissent de façon particulariste aux demandes de leurs électeurs. À San Severo au contraire l'absence d'élus qui s'occupent des problèmes locaux va avec l'instabilité chronique des municipalités[50], où s'épuise le conflit entre DC et PCI.

Au contraire, en Avellino et à Termoli, l'action des élus est orientée vers les politiques de moyen et long terme, « pour favoriser le développement ». Initialement, dans un territoire encore rural, ils déploient leur énergie pour l'insérer dans le tracé d'une autoroute ou d'un chemin de fer. Ils cherchent à Rome des financements pour construire les écoles, un hôpital et des infrastructures primaires. Dans le cadre de l'« Intervento straordinario », ils n'acceptent pas d'actions imposées par l'extérieur. Ils cherchent des interventions qui sont en relation avec leur idée du développement territorial, qui est partagée même par les autres acteurs locaux[51]. Par exemple, à la fois à Termoli et en Avellino il n'y a aucun établissement de grandes entreprises publiques dans les secteurs lourds. Les usines de propriété extérieure sont généralement plus petites et plus intégrées dans le contexte productif local. Beaucoup d'entrepreneurs qui sont montés en puissance dans les années 1980 sont nés là-bas.

50 Cette instabilité on la retrouve à Salerno aussi.
51 En particulier en Avellino, il est frappant de noter que les entrepreneurs locaux, les associations et les institutions que nous avons consultés pendant la recherche, utilisent les mêmes mots et les mêmes images pour parler de leurs points faibles et de leurs points forts.

L'efficacité des politiques, dans ce laps de temps, est donc garantie par une vision partagée, par la stabilité des élus[52] et des municipalités, et par la coordination entre ces dernières et les premiers. L'hégémonie des parlementaires sur la vie politique locale se produit même par le choix des candidats à la mairie[53]. L'approbation des élus assure le lien avec le gouvernement local et établit un canal politique de communication entre centre et périphérie.

5. Conclusion

En conclusion, les parlementaires n'ont pas seulement joué un rôle de médiation entre centre et périphérie mais ils n'ont également *a priori* pas agi de façon clientéliste. Des conditions dans la structure des relations sociales et politiques se sont produites à l'échelle locale qui ont encouragé une action publique plus ou moins orientée vers le développement. Cela est arrivé dans un cadre national de politiques d'aménagement du territoire d'un côté, et de redistribution de la richesse de l'autre. En général, dans le Mezzogiorno les revenus et les consommations des ménages ont augmenté, même si sa capacité de produire de la croissance économique de manière autonome reste quant à elle plus faible que dans le reste du pays. Là où les systèmes locaux, grâce à leur cohésion sociale et politique, ont obtenu plus de ressources, tout spécialement des investissements utilisés pour produire des nouveaux biens et services, même l'économie locale est montée en puissance, surtout dans le secteur manufacturier et touristique. En d'autres termes, dans les systèmes autonomes une action publique attentive aux vocations locales a rendu le milieu plus favorable à la montée en puissance de l'économie des territoires.

Au contraire, les systèmes dépendants (et urbains), s'ils ont réussi à devenir la destination des ressources publiques n'ont pas mis en œuvre des actions coordonnées. Leur économie s'est donc basée sur les transferts publics aux ménages ou sur l'emploi public, ou encore sur les services traditionnels. Sur la longue période cela semble avoir détérioré à la fois la dotation de services et de biens communs et l' « entrepreneurialité » au niveau local. De plus, au moment où les ressources publiques ont été réduites, les territoires les plus dépendants ont rencontré beaucoup de difficultés, non seulement en raison de cette diminution, mais aussi à cause de leur moindre capacité à mettre en œuvre des politiques locales.

En revanche, le point fort des systèmes autonomes ne semble pas lié à l'absence d'une action publique en faveur du libre marché, mais plutôt à leur capacité à profiter des opportunités exogènes, en

52 Il est facile de déduire qu'une municipalité stable utilise mieux l'argent public et fait plus d'investissements pour créer des nouveaux biens et services. L'analyse des bilans des quatre municipalités le confirme, en montrant aussi une moindre dépendance du transfert public.
53 De plus, ils sont généralement choisis dans les professions libérales (professeurs, médecines, avocats, etc.) et ce ne sont pas de véritables hommes politiques.

valorisant les ressources locales. Dans l'organisation de l'action publique, les élus occupent une place centrale. Il est vrai qu'ils sont les médiateurs entre centre et périphérie, mais leur rôle semble beaucoup plus complexe. En effet pour leur territoire de référence, ils ont été à la fois (a) une ressource financière, car ils ont drainé investissements et transferts publics du centre; (b) une ressource d'information, à propos de nouvelles lois ou de nouveaux dispositifs utiles pour les municipalités ou pour les entreprises locales; (c) une ressource juridique, car siégeant au Parlement ils pouvaient présenter des projets de loi favorables à leur communauté; (d) un "sponsor officiel", car leur légitimation à l'échelle nationale - liée à la publicité des territoires locaux qu'ils faisaient souvent - représentait une garantie pour les entrepreneurs extérieurs et les investissements publics.

Il faut enfin souligner que le leadership des élus s'est renforcé autour d'un projet de développement territorial visant à accroître l'autonomie des contextes locaux en termes de productions d'emplois durables. Cette vision partagée d'un développement local possible a augmenté aussi la capacité des municipalités à produire des décisions, au-delà de la gestion routinière de l'administration publique. Elle a été facilitée par la légitimité et le consensus dont notamment les parlementaires ont profité, en adoptant une conduite souvent dirigiste. Dans des contextes en retard du point de vue économique cela a bien marché.

Tableau 6. Schéma récapitulatif.

systèmes locaux	groupe d'appartenance	variation de l'emploi 1991-2001	l'héritage du passé	élus nationaux (1972-1992)	gouvernements locaux (1970-1995)
AVELLINO	Autonome	système dynamique (manufacture PME)	société rurale et traditionnelle taux élevé d'émigration taux bas d'urbanisation pas de criminalité	passage d'un seul leader (DC) à un leadership « composite », mais soudé et coopératif (DC)	stabilité maires de la « société civile », proches de la DC et appréciés par les élus nationaux

TERMOLI	Autonome	système dynamique (manufacture GE et PME)	société rurale et traditionnelle taux élevé d'émigration taux bas d'urbanisation pas de criminalité	un seul leader fort et légitimé (DC)	stabilité maires de la DC, du même courant de l'élu national, très proche de lui
SALERNO	Urbain	système peu dynamique	pression démographique élevée taux élevé d'urbanisation incontrôlée industrie manufacturière et emploi public société bourgeoise conservatrice	nombreux élus des différents partis conflictualité entre les élus DC	instabilité élevée maires nombreux de différents partis
SAN SEVERO	Dépendant	système non dynamique	pression démographique élevée exploitation agricole mécanisée haute conflictualité entre salariés agricoles et grands propriétaires dure répression des luttes paysannes	pas d'élus ou un élu PCI mais sans stabilité	instabilité élevée maires nombreux de différents partis commissariamenti

Si on cherche à interpréter ce qui s'est produit dans le Mezzogiorno pendant les quarante années d'intervention publique et à expliquer les différences économiques à l'échelle locale, on note que c'est le rôle de la politique qui l'emporte, mais qu'il est imbriqué de façon originale dans les contextes locaux.

On a vu, en fait, que les différences territoriales se sont beaucoup renforcées. Cela signifie qu'il y a dans le Sud des systèmes dynamiques dont il faut tenir compte. Ils ont une structure d'emploi comparable à celle des régions du Centre-Nord, mais ils ont évidemment besoin de se consolider. En revanche, la situation des autres territoires est très difficile. Ils ont une base économique nettement dépendante des

transferts publics et leur diminution a été un véritable choc pour eux. Au seuil du XXe siècle les inégalités n'ont pas seulement augmenté entre Nord et Sud, mais aussi à l'intérieur du Sud.

De plus, le cadre général a beaucoup changé : le système politique italien a été reformé vers une décentralisation du pouvoir aux administrations territoriales, le pouvoir de l'exécutif a augmenté par rapport au Parlement, les dépenses publiques ont été réduites et les traditionnelles politiques de Welfare sont en discussion. Il y a de nouveaux centres, surtout l'Europe et les Régions, qui gèrent les fonds structurels, dont le Mezzogiorno est un bénéficiaire. Mais par rapport au futur des politiques de développement, il n'y a pas d'idée partagée sur le rôle de l'Etat (Barca 2006, Rossi 2005). Les périphéries sont peut-être plus seules et sûrement plus exposées aux pressions internationales. L'économie est de plus en plus ouverte et les entreprises méridionales qui se sont envolées à partir des années 1980, sont aujourd'hui appelées à se renforcer.

Le rôle de la politique aussi, en particulier au niveau local doit s'adapter aux nouveaux défis. L'autonomie décisionnelle des niveaux locaux a augmenté, alors que l'autonomie financière reste inachevée, notamment celle des Communes. Les « Regioni » vont conquérir plus de pouvoir, à tel point qu'elles risquent de se transformer en de nombreux petits Etats, alors que l'Etat-nation lui-même n'a encore retrouvé son identité.

Bibliographie

Anyadike-Danes M, Hart M, "The impact of sector, specialisation, and space on business birth rates in the United Kingdom:a challenge for policy?" in *Environment and Planning C: Government and Policy*, 2006 vol. 24 815 - 826

Arlacchi P. 1983, *La mafia imprenditrice*, Il Mulino, Bologna

Bàculo L. (dir.) 1994, *Impresa forte, politica debole*, ESI, Napoli

Bagnasco A. 1986, *L'altra faccia dell'economia*, Liguori, Napoli

Bagnasco A. et Trigilia C. 1993, *La construction sociale du marché : le défi de la troisième Italie*, Ecole normale supérieure, Cachan

Bagnasco et al. 2001, *Capitale sociale. Istruzioni per l'uso*, Il Mulino, Bologna

Banfield E.C. 1958, *The moral basis of a backward society,* The Free Press, New York

Barbagallo F. 1980, *Stato, parlamento e lotte politico-sociali nel Mezzogiorno (1900-1914)*, Guida Editori, Napoli

Barca F. 2006, *Italia frenata***.** *Paradossi e lezioni della politica per lo sviluppo,* Donzelli, Roma

Boccella N. 1978, *Trasferimenti alle famiglie e struttura sociale del Mezzogiorno: un quadro d'insieme*, in A. Becchi Collidà (dir.), *Sussidi, lavoro, Mezzogiorno*, pp.119-145.

Bodo G.- Viesti G. 1997, *La grande svolta*, Donzelli, Roma

Boissevain J. 1966, *Patronage in Sicily*, in Man, I

Boissevain J. 1974, *Friends of friends: networks, manipulators and coalitions*, Blackwell, Oxford

Caciagli M. 1977, *Democrazia cristiana e potere nel Mezzogiorno*, Guaraldi, Firenze

Cafagna L. 1990, *Dualismo e sviluppo nella storia d'Italia*, Marsilio, Venezia

Cafagna L. 1994, *Nord e Sud. Non fare a pezzi l'unità d'Italia*, Marsilio, Venezia

Cafiero S. 2000, *Storia dell'intervento straordinario nel Mezzogiorno (1950-1993),* Lacaita, Roma

Catanzaro R. (dir.) 1989, Società, politica e cultura nel Mezzogiorno, Angeli, Milano

Catanzaro R. 1988, *Il delitto come impresa*, Liviana, Padova

Catanzaro R. et. al., 2002 *Comuni nuovi. Il cambiamento nei governi locali*, Il Mulino, Bologna

Cazzola F. et Morisi M. 1981, *L'alluvione dei decreti*, Giuffré, Milano

Chiarello F. 1989, *Sussidi, dualismi e discontinuità*, in L.Masella e B.Salvemini (dir.), *Storia d'Italia. Le Regioni dall'Unità a oggi. La Puglia*, Einaudi, Torino, pp.937-978

Chiarello F. et Viesti G. 2000, *Imprese giovanili e sistemi locali nel Mezzogiorno*, Franco Angeli, Milano

Dahrendorf R. 1995, Quadrare il cerchio, Laterza, Roma-Bari

D'Amato L. 1964, *Il voto di preferenza in Italia*, Giuffrè, Milano

Davezies L. 2008, *La République et ses territoires : la circulation invisible des richesses*, Seuil, Paris

Del Monte A. et Giannola A. 1978, *Il Mezzogiorno nell'economia italiana,* Il Mulino, Bologna

De Vivo P. 1997, *Sviluppo locale e Mezzogiorno*, Franco Angeli, Milano

Eisenstadt S.N. et Lemarchand R. 1981, *Political clientelism, patronage, and development,* Sage Publications, London

Fantozzi P. 1993, *Politica, clientela e regolazione sociale*, Rubbettino, Soveria Mannelli (CZ)

Fargion V., Morlino L., Profeti S. 2006, *Europeizzazione e rappresentanza territoriale. Il caso italiano,* Il Mulino, Bologna

Graziano L. (dir.) 1974, *Clientelismo e mutamento politico*, Angeli, Milano

Graziano L. 1984, *Clientelismo e sistema politico*, Angeli, Milano

Graziano P. 2004, *Europeizzazione e politiche pubbliche italiane : coesione e lavoro a confronto*, Il mulino, Bologna

Gribaudi G. 1980, *Mediatori. Antropologia del potere democristiano nel Mezzogiorno*, Rosenberg & Sellier, Torino

ISTAT 1997, *I sistemi locali del lavoro 1991*, ISTAT, Roma

Lascoumes P. et Les Galès P. 2007, *Sociologie de l'action publique*, Armand, Paris

La Spina A. 2003, *La politica per il Mezzogiorno*, Il Mulino, Bologna

Lupo S. 1993, *Storia della mafia dalle origini ai giorni nostri*, Donzelli, Roma

Martinelli A. 1998, *La modernizzazione*, Laterza, Roma

Meldolesi 1996, *Il Mezzogiorno perduto e ritrovato*, in "Sviluppo locale", n.2-3, p.43-73

Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica 1998, *Politiche per lo sviluppo del Mezzogiorno*, Primo rapporto, Estratto dalla Relazione Previsionale e Programmatica per il 1999

Musi A. 2004, *La stagione dei sindaci*, Guida, Napoli

Mutti A. 1994, *Il particolarismo come risorsa. Politica ed economia nello sviluppo abruzzese*, in "Rassegna Italiana di Sociologia", n.4, pp.451-518

Mutti A. 2002, *Sociologia economica*, Il Mulino, Bologna

Naldini A. e Wolleb G. 2001, *L'influenza delle politiche comunitarie sulle politiche regionali italiane*, in "Europa Europe", n.5, vol.10, pp.48-65

OECD 2001, *Territorial Review on Italy*, OECD, Paris

Parisi A. (a cura di) 1979, *I democristiani*, Il Mulino, Bologna

Perulli P. (a cura di) 1993, *Globale/locale: il contributo delle scienze sociali*, Franco Angeli, Milano

Piattoni S. 1998, *Clientelismo virtuoso: una via di sviluppo nel Mezzogiorno?*, in "Rivista Italiana di Scienza Politica", n.3, pp.483-513.

Piattoni S. 1999, *Politica locale e sviluppo economico nel Mezzogiorno*, in "Stato e Mercato", n.55, pp.117-149.

Portes A. 1994, *The Informal Economy and Its Paradoxes*, in Smelser et Swedberg (eds.), *The Handbook of Economic Sociology,* Princeton University Press, Princeton

Putnam R. 1993, *Making democracy work: civic traditions in modern Italy*, Princeton University Press, Princeton

Rossi N. 2005, *Mediterraneo del Nord. Un'altra idea del Mezzogiorno*, Laterza, Roma-Bari

Salvati M. 2000, *Occasioni mancate : economia e politica in Italia dagli anni '60 a oggi*, Laterza, Roma-Bari

Santoro M. (dir.) 1995, *Fare cultura*, Il Mulino, Bologna

Scaramozzino P. 1979, *Un'analisi statistica del voto di preferenza*, Giuffrè, Milano

Sciarrone 2006, "Mafia e potere: processi di legittimazione e costruzione del consenso", in Stato e Mercato, n.78, pp.369-401

Svimez 2000, *I conti economici delle regioni italiane dal 1970 al 1998*, Il Mulino, Bologna

Tarrow S. 1967, *Peasant communism in southern Italy*, Yale University Press, New Haven

Tarrow S. 1977, *Between center and periphery: grassroots politicians in Italy and France*, Yale University Press, New Haven

Tarrow, S. 1996, "Making Social Science Work Across Space and Time", American Political Science Review, 90, 389-397.

Trigilia C. 1992, *Sviluppo senza autonomia*, Il Mulino, Bologna

Trigilia C. 1995, *Dinamismo privato e disordine pubblico*, in *Storia d'Italia*, Einaudi, Torino, vol.II*, pp.713-770

Trigilia C. 2002, *Sociologie économique : Etat, marché et société dans le capitalisme moderne*, Colin, Paris

Vandelli L. 1997, *Sindaci e miti. Sisifo, Tantalo e Damocle nell'amministrazione locale*, Il Mulino, Bologna

Veltz P. 1996, *Mondialisation, villes et territoires: une économie d'archipel*, Puf, Paris

Viesti G. (dir.) 2000a, *Mezzogiorno dei distretti*, Donzelli, Roma

Viesti G. 2000b, *Come nascono i distretti industriali*, Laterza, Roma